

20 janvier :
tous à l'ambassade US

PSU

Tribune

socialiste



la France
de Pompidou
tue
à Djibouti

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.
Ont collaboré à ce numéro : Abraham BEHAR - Robert CHAPUIS - Françoise CLAIRE - Nidal FALASTINE - Jacques RENNES - Michel ROCARD - Jacques THIBAUT - BLEIBTREU.

Directeur de la publication : Guy DEGORCE.

Rédaction, Administration : 9, rue Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



■ Cette photo, nous avons hésité à la mettre à la « une », parce qu'elle est horrible. L'image de cet adolescent à la tête éclatée, pourtant, nous avons choisi de la lancer ainsi au visage de tous ceux qui liront — ou seulement verront — ce journal. Ce n'est pas n'importe quel adolescent noir. Ce n'est pas une photo d'archives : c'est un document pris par Gérard Borel à la morgue de Djibouti, pendant la dizaine de jours qu'il a passés là-bas, en reportage pour « TS ».

Moussa Daher Logué, c'est le nom de ce garçon à la tête fracassée par une balle. Une balle française, tirée par un légionnaire français, sur un coin de terre africaine qui est, paraît-il, aussi un coin de France.

■ Et l'événement n'est pas isolé : Moussa a été tué le 19 décembre. Quatre jours après Ahmed Assan Fahié, abattu le 15. Six jours après un autre, non identifié, le 13. Et huit jours après, Abdi Daher Houssen, mort de la même façon, et toujours au même endroit, dans la nuit du 11 au 12 décembre 1972.

Quatre morts en huit jours, pendant le reportage de notre camarade. Et avant, combien ? Et après, qui d'autre ?

Djibouti. Territoire français des Afars

et des Issas. On vous attend là-bas, Monsieur Pompidou. Allez donc parler aux négritudes des grandeurs de la France.

Mais si jamais l'envie vous prenait — après les discours officiels — d'aller tout seul vous promener, un peu à l'écart de la ville, du côté des barbelés et des miradors, prenez bien garde à vous, Monsieur le Président. Méfiez-vous des balles perdues de vos légionnaires. On tire à vue, à Djibouti, ville française, sur tout ce qui bouge... (P. 7, 8, 9, 10.)

■ « Chalom Golda ! » Des affichettes bleues ont fleuri pendant la nuit sur les murs de Paris. Je les ai découvertes en allant ce matin au Parti : en arrivant rue Borromée, j'apprenais que Mahmoud El Hamchari venait d'être amputé d'une jambe et que son état général laissait craindre le pire. Les « étudiants socialistes sionistes » saluent le Premier ministre israélien qui vient rehausser de sa présence la grande rencontre des amis de M. Mitterrand. Lorsque Mme Golda Meïr, au nom du socialisme, prendra la parole au Palais du Luxembourg, Hamchari ne sera peut-être plus de ce monde, mort au service du socialisme, de la main des agents de Mme Golda Meïr. Au moment où Fran-

çois Mitterrand invoque les « circonstances historiques » et demande au PSU « de prendre conscience de ses responsabilités », nous souhaiterions que le Parti socialiste sache également prendre les siennes. En attendant que le premier secrétaire du Parti socialiste souffre que nous préférerions, sur certains sujets, ne pas mêler notre voix à la sienne et que nous souhaitions continuer à dire bien plus haut que certains de ses amis ne sont pas les nôtres.

■ Le samedi 20 janvier, Richard Nixon sera officiellement investi et se succédera à lui-même à la Maison Blanche. Le samedi 20 janvier, nous serons dans la rue, devant l'ambassade américaine, pour dire — avec d'autres — que les Etats-Unis sont gouvernés par un criminel de guerre. (P. 11.)

■ Il paraît que les UDR et autres URP sont tout ragaillardis, après la petite fête majoritaire de Provins. C'était tout ce qu'il y a de plus percutant, et le Premier ministre s'est montré, cette fois, digne des anciens de Camerone... C'est vrai qu'il a enfin procuré un programme à ses troupes, qui va, paraît-il, couper les pattes à celui de la gauche, question crèches, salaires, retraites, autoroutes et tout et tout, on va voir ce qu'on va voir. Il a même promis le droit de vote à 19 ans, pour après les élections : un vrai programme d'opposition, on se demande ce qu'ils ont pu fabriquer pendant quinze ans...

Après Messmer, c'est Pompidou qui monte en première ligne : sa conférence de presse est l'événement politique majeur de la semaine, au dire des gazettes (p. 4) : nous, nous pensons plutôt que c'est l'ouverture, aux Assises, du procès de Tramoni, l'assassin de Pierre Overney. Henri Leclerc, l'avocat de la partie civile, nous explique comment va se dérouler l'audience (p. 16) dont nous rendrons compte la semaine prochaine.

■ J'en vois deux dans le fond qui n'ont pas encore réussi à faire un abonné nouveau. Je ne dirai pas leur nom, pour ne pas leur faire honte. Mais ces deux-là savent bien de qui je veux parler.

Bernard LANGLOIS ■

CALENDRIER POLITIQUE

11 janvier, Sochaux : meeting avec Michel Rocard.

13-14 janvier, Montauban : réunion des candidats du Sud-Ouest.

18 janvier, Nancy (cinéma Rex, 19, rue St-Dizier) : meeting avec Michel Rocard.

18 janvier, Paris (Sorbonne) : avec Philippe Simon et Robert Chapuis.

20 janvier, Brest : meeting avec André Barjonet.

20-21 janvier, Paris : colloque autogestion.

21 janvier, Nancy : réunion des candidats, région Est.

25 janvier, Grenoble : meeting avec Michel Rocard.

TOUS A L'AMBASSADE U.S.

Le samedi 20 janvier, le président Nixon doit être officiellement investi par le congrès américain.

A partir de cette date, le plus grand criminel de guerre de tous les temps aura les mains libres pour quatre ans.

Il aura les mains libres pour brûler, assassiner, violer au Vietnam et au-delà du Vietnam, imposer ses lois au monde entier. Il aura les mains libres pour continuer ses bombardements de terreur et de chantage.

Pour soutenir la résistance héroïque des peuples d'Indochine, les organisations soussignées appellent pour le 20 janvier, journée internationale de mobilisation, à manifester à l'ambassade des Etats-Unis à Paris.

Elles appellent la population parisienne, les organisations qui soutiennent la lutte des peuples indochinois à participer à cette manifestation, à s'organiser en comités de préparation et à saluer de façon résolue l'investiture de Nixon.

Nixon doit signer les accords du 20 octobre !

FSI ; MNSPI ; AMR ; Cause du Peuple ; CIC ; Ligue Communiste ; ORA ; Proletaire Ligne Rouge ; PSU ; Révolution !

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.



Divers sujets sont abordés dans les lettres que « TS » reçoit. Mais c'est toujours le problème des femmes qui retient le plus souvent l'attention. Aussi, nous présentons à nouveau quelques extraits des opinions qui nous ont été envoyées à cet égard.

Nous avons lu l'article d'Odette Cahier dans « TS » n° 556 sur le planning familial : « Pourquoi militer au planning familial ? ».

Nous attendions, parce que le problème se pose à nous ici, des éléments d'information sur le travail que font les militantes dans ce mouvement, sur les problèmes politiques que cela pose (n'est-ce pas gaspiller de l'énergie que de militer dans des mouvements comme le

planning familial ou les ASF ? Comment y entrer ? Quel travail y faire ? Ne vaut-il pas mieux essayer de créer des réseaux parallèles d'intervention sur la contraception ?).

Et nous avons été déçues : le seul élément de réponse apporté est l'énoncé des orientations des statuts du PF national (qui par ailleurs est intéressant). Après la lecture de cet article on a l'impression qu'il faut militer au PF et que le PF est l'organisme idéal.

Un groupe de femmes de Toulouse ■

Je suis surprise de constater que Mme Seyrig a l'air de considérer la sexualité uniquement sur le plan sensation - plaisir - jouissance, et jamais comme échange et communication entre deux êtres, faisant ainsi abstraction de l'affectivité.

Florence A. Bron (69) ■

Comment peuvent s'exprimer les femmes au PSU ? En cautionnant purement et simplement ce qui est pensé pour elles. Dans le cas de ma section par exemple, aucun groupe de femmes ne s'est formé, malgré mes demandes répétées. La femme mariée dépend totalement de son mari militant PSU.

Simone O. Le Havre ■

Vaincre ensemble

M. le président de la République visitera prochainement le « Territoire français des Afars et des Issas ». Quel est le sens de cette visite ? Cherche-t-il à redonner meilleur moral aux « gardiens » de ce territoire où l'autorité de l'impérialisme français ne se maintient que par l'assassinat, comme le montre hélas la tragique couverture de ce journal ? Le dossier établi par le reporter de « Tribune Socialiste » à Djibouti même est accablant. Nous avons honte pour notre pays. Lorsqu'un régime en est réduit à de tels moyens pour défendre les dernières bribes de son empire, il franchit les limites de l'abjection. Mais sans doute fallait-il, pour faire bien voter les Français, leur rappeler que le drapeau national flotte à l'Est de l'Afrique ? C'est déshonorer la France et son peuple que de les associer à ces crimes.

M. le président de la République ne limite d'ailleurs pas là ses projets de voyage à forte signification électorale. Que la France établisse des relations diplomatiques intenses avec toutes les grandes puissances de la planète, voilà qui est parfait. Que notamment la France œuvre à la détente en entretenant des liens importants avec l'Union soviétique, toujours parfait. Que le président de la République, dans des conditions politiques claires, visite l'Union soviétique, encore parfait. Mais qu'en pleine période électorale le président de la République utilise sa fonction pour faire en Union soviétique un voyage — destiné surtout à jeter le doute dans l'esprit des Français sur la fermeté du combat que mène contre lui le Parti communiste français, voilà qui le disqualifie.

Ces indignes voyages électoraux sont tout à l'image du régime, comme l'est aussi le bric à brac des mesures promises en catastrophe par le Premier ministre. Beaucoup de ces mesures au demeurant, auraient déjà dû être prises depuis des années. Aucune n'annonce des changements réellement novateurs pour l'avenir.

Renverser le régime

Quand une campagne électorale est menée avec de telles méthodes, c'est que ceux qui la mènent sont à bout.

Il est urgent, il est nécessaire, il est possible aussi d'abattre ce régime. Ces quelques faits de toute récente actualité doivent lever les doutes de ceux qui hésitent encore devant le choix d'une transformation politique profonde de notre pays. Pour le PSU, ces mêmes faits ne font que renforcer une conviction et une volonté de lutte qui n'ont pas faibli depuis la naissance de notre parti.

Renverser le régime, c'est ouvrir la voie à une intervention des masses dans une vie publique d'où elles sont exclues, c'est développer une mobilisation populaire grâce à laquelle la France enfin pourra s'engager dans la voie du socialisme.

Une victoire électorale peut constituer une étape importante dans cette voie : il faut l'arracher. Nous avons dit cela avec force dès notre Conseil National de Juvisy en

juin 1972, nous l'avons confirmé au huitième Congrès du Parti à Toulouse en décembre. Une telle victoire ne peut être que celle d'une coalition de forces n'ayant pas toutes du socialisme la même vision ni la même stratégie, c'est l'évidence même. Cela n'empêche en rien la convergence des combats contre un adversaire commun malgré l'importance des désaccords qui traversent le mouvement socialiste.

Et voici que le Parti Socialiste « demande à tous ceux qui n'ont pas encore rejoint l'union de la gauche, en particulier le PSU, de prendre conscience de leurs responsabilités en cette circonstance historique. »

C'est avec quelque surprise que nous avons pris connaissance de cet appel. Et puisqu'il nous est lancé nous rappelons bien volontiers la manière dont nous ressentons et traduisons actuellement « notre conscience de nos responsabilités historiques ».

La surprise tient à la manière dont le problème est posé. Nous n'aurions pas rejoint l'union de la gauche... pourquoi cette formule ambiguë ?

Unir ou diviser ?

Nous n'avons pas signé le programme commun du Parti Communiste et du Parti Socialiste et n'entendons pas le signer. Cela tient à deux raisons sur lesquelles nous nous sommes déjà largement expliqués : nous pensons que la question d'une transformation socialiste de la France se trouve dès maintenant posée par le contenu des luttes de classe qui se déroulent aujourd'hui, et non pas seulement, comme une éventualité, après cinq ans d'une restauration démocratique dans le cadre des institutions actuelles. Il s'agit là d'une divergence forte, avec laquelle on ne peut transiger. Nous avons également plusieurs fois affirmé une conception différente du socialisme fondé sur la perspective de l'autogestion. Tel est le sens du Manifeste du PSU qui est et qui restera distinct du texte du Programme commun.

De là à laisser la droite profiter des divergences internes des forces socialistes, il y a un pas que nous ne franchirons jamais. Que l'on nous permette de rappeler que notre parti doit sa naissance voici bientôt treize ans au refus d'un nombre important de membres de feu la SFIO de cautionner le « oui » à la constitution gaulliste et la présence de ministres socialistes dans un gouvernement de Gaulle. Que l'on nous permette de rappeler que nous n'avons pendant ces treize années jamais failli à la solidarité des forces socialistes sur le front des luttes ni dans les batailles électorales.

Le programme est une chose. Le nôtre n'est ni le programme commun, ni celui du PC, ni celui du PS. L'unité des forces populaires est une autre chose. Et de celle-là, nous en sommes, de la manière la plus constante et la plus claire. Il s'agit seulement d'une unité de combat, pas encore d'une unité de stratégie, c'est vrai, cela peut pourtant déjà suffire à vaincre.

Rappelons encore que pour illustrer cette convergence des combats, nous avons le mois dernier pris contact avec les organisations révolutionnaires, avec le Parti communiste et avec le Parti Socialiste. Ces deux dernières rencontres ont été peu positives. Notre analyse étant que la bataille qui s'engage est une bataille de classe, frontale, au cours de laquelle la bourgeoisie au pouvoir ne se laisserait pas battre en brèche sans réagir brutalement. Nous proposons par exemple de prévoir des ripostes communes pour bien marquer le caractère unitaire de la lutte. Cette proposition fut successivement rejetée par les deux partis. L'affirmation d'une lutte commune suppose le désistement de classe réciproque au second tour. Nous l'avons affirmé, nous sommes encore les seuls à l'avoir fait.

Nous avons insisté auprès du Parti Socialiste pour qu'il accepte une invitation qu'il a comme nous reçue de plusieurs revues qui se sont groupées pour organiser une rencontre sur l'autogestion, suggestion également repoussée. Et du Parti Socialiste ne nous est venue aucune contre-proposition.

Notre impression était que, pour socialistes et communistes, hors du programme commun il n'y a que des complices du pouvoir, des ennemis de classe. Mais si telle est la politique de ces deux partis, la victoire risque de devenir impossible. Nous avons salué le Programme commun comme un document important à cause des capacités de mobilisation qu'il recèle. Nous regretterions qu'il devienne un instrument de division. Le Programme commun rassemble de très loin, qui songe à le nier, la plus grosse partie des forces socialistes. Mais il ne les rassemble pas toutes. Or toutes sont nécessaires à la victoire, et dans le respect de leur diversité. Communistes et Socialistes d'ailleurs, rappelleront chacun dans toutes les circonscriptions qu'ils ont leur propre programme. C'est aussi notre cas, avec le Manifeste voté par notre Congrès de Toulouse.

La meilleure manière

Si l'appel du Parti Socialiste signifie qu'il a pris conscience de cette situation, qu'il cherche à donner à la coalition des forces populaires sa dimension la plus large, alors il constitue un acte positif. Nous restons prêts, comme nous l'avons toujours été, à toute rencontre, à toute discussion destinée à préciser les conditions de la convergence des luttes. Mais que l'on n'espère pas nous voir abandonner notre stratégie essentielle, l'appui politique aux luttes sociales dans le sens du contrôle ouvrier et du contrôle populaire.

Contrôler aujourd'hui pour décider demain reste à nos yeux la meilleure manière de construire le socialisme en France, et de commencer tout de suite. Nous avons la faiblesse de penser que le développement de cet effort-là est aussi une des conditions de la victoire commune, car si victoire il y a elle ne sera pas seulement celle des bulletins de vote mais aussi celle de la mobilisation populaire.

Michel ROCARD

● Un de nos lecteurs, reprochant à l'article sur le Gabon paru dans « TS n° 555 » son point de vue trop « européen », nous adresse une longue lettre de compléments d'information dont nous extrayons le passage suivant :

Je désire seulement insister sur quelques aspects de la situation gabonaise. L'approche des formes de la paysannerie et de la classe ouvrière me semble essentielle. La notion de propriété du sol — qui n'est pas la nôtre, mais sans doute le substrat extrait a posteriori des conflits qu'a provoqués l'apparition de cette dernière —, ne s'applique à l'individu que dans le principe

imposé par le colonisateur de la « concession » délimitée par le cadastre ; elle est donc récente, dans une définition stricte ; je ne me cache pas d'ailleurs que l'on puisse contester ce point qui est encore très mal connu. Cependant, il n'y a pas de lien de base entre la propriété d'un sol et la subsistance d'un groupe social grâce à une agriculture uniquement féminine (l'homme n'intervenant que lors d'un débroussaillage éventuel), alors que la propriété individuelle de biens qui caractérisent leur propriétaire est essentielle à certaines fonctions sociales et religieuses, comme à leur transmission : c'est ainsi que l'on peut s'expliquer que l'apparition de cultures de rapport, et non plus de subsis-

tance, ait inversé la fonction agricole de chaque sexe, ces nouvelles formes de culture, qui font référence soit à un marché mondial (café), soit à un marché local (approvisionnement des villes), étant liées non plus au système de la subsistance, mais à celui du pouvoir (par le gain) qui relève traditionnellement de l'ordre masculin. On conçoit donc le lien qui existe entre une nouvelle paysannerie de rapport (qui ne se substitue pas d'ailleurs à l'ancienne, mais cohabite avec l'autre, nécessaire à son apparition), et une classe ouvrière plus ancienne que vous ne le supposez, mais qui ne correspond pas plus que la paysannerie à une définition d'usage commun en Europe de ces classes sociales.

TELEGRAMME
AU CAMARADE LE DUC, THO,
DELEGATION DU GOUVERNEMENT
DE LA R.D.V.
AUX NEGOCIATIONS DE PARIS

Difficiles négociations dans lesquelles vous représentez courageux peuple Vietnam se tiennent Saint-Nom-la-Bretèche. Permettez député de la circonscription Michel Rocard, secrétaire national PSU et

seul élu révolutionnaire Parlement vous souhaiter bienvenue dans circonscription et vous apporter soutien PSU et vœux succès dans votre lourde tâche.

Michel ROCARD ■

Majorité : les dernières cartouches

Hier mardi, Georges Pompidou tenait une conférence de presse. Objectif numéro un : définir une fois pour toute la ligne politique de la majorité pour la campagne électorale. Objectif numéro deux : réparer les bourdes accumulées par les zéros politiques qui se prennent pour les chefs de l'UDR, avec ordre à ceux-ci d'appliquer strictement l'objectif précédent. Rompez. La ligne majoritaire que veut Pompidou a déjà été largement dévoilée dans ses grandes tendances lors des présentations de vœux à la télévision et à l'Élysée. La voici.

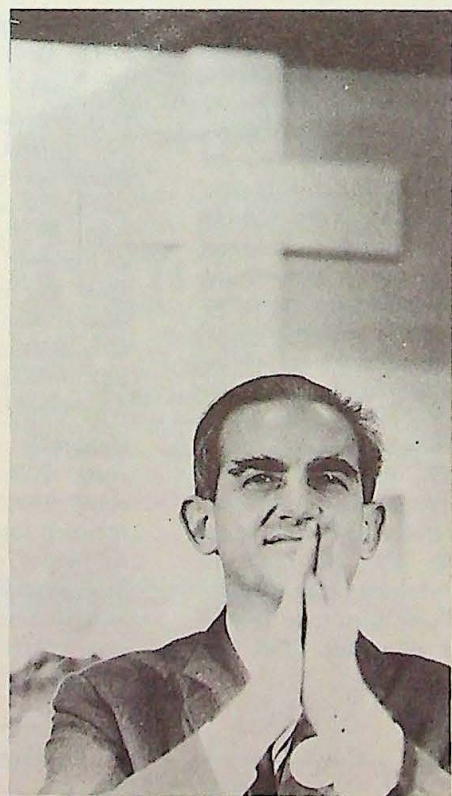
Commençait à bien faire : chaque fois que Peyrefitte ouvrait la bouche, chaque fois que Messmer (ou son extraordinaire épouse) paraissait à la télévision, la majorité perdait un point dans les sondages. Les attaques personnelles contre Marchais, les comparaisons de type zoologique pour attaquer l'union de la gauche, l'anticommunisme de café du commerce, le matraquage intensif de la télévision avaient des effets rigoureusement contraires à ceux recherchés. Le vrai boomerang. Pompidou a dû mettre le holà à toute cette pagaille et faire rentrer dans le rang les hommes de l'UDR qui s'étaient un peu trop pris pour des vrais chefs politiques.

PNB = bonheur

Première phase de l'opération : tous les pouvoirs pour la coordination politique de la campagne de la majorité sont confiés à deux ministres pompidoliens de choc, Robert Boulin (relations avec le Parlement) et Jean-Philippe Lecat (porte-parole du gouvernement). Le contenu de cette campagne est défini directement par le président. Les autres n'ont qu'à obtempérer. Deuxième phase : explication aux Français de ce qui les attend. C'est l'opération « vœux télévisés ». L'argumentation développée en trois points donnait à peu près ceci : la majorité a un bilan dont elle peut être satisfaite. La majorité, c'est vous qui l'avez élue, donc vous pouvez partager un peu de notre réussite. La seule majorité possible c'est la nôtre, les autres ne savent pas où ils vont. Pompidou a compris qu'il fallait mieux bluffer sur le bilan de la majorité que d'ouvrir la porte aux critiques en admettant que tout n'est pas parfait mais que... Krivine avait pu ainsi rétorquer à Stasi, à la télévision : « Mais c'est extraordinaire, on ne croirait plus du tout que vous êtes de la majorité, vous n'osez même plus défendre votre programme ». Les candidats de la majorité vont avoir dans leurs dossiers de quoi prouver que le bilan économique et social est sans précédent, Giscard va répandre sur les antennes chiffre sur chiffre sur l'air de « Tout va très bien... », et les Français devront se persuader que, puisque les chiffres disent que le produit national brut a augmenté, ils sont plus heureux... Pompidou a aussi compris qu'il fallait impliquer les Français dans le bilan de la majorité, rappeler les millions de voix que l'UDR en 68 et lui en 69 avaient reçues — et effacer ainsi les stigmates du référendum. Il a enfin compris que l'anticommunisme viscéral à la Peyrefitte était plus nuisible qu'au-

tre chose ; l'anticommunisme, on en fera, bien sûr. Mais en insistant sur la nécessité de la stabilité des institutions : avec ces gens-là, on ne sait pas où l'on va.

Trois arguments majeurs, et l'on remarquera qu'ils sont, à la formulation près, ceux déjà utilisés en 1967 : 1. bilan positif : « Personne ne peut nier qu'en 1972 nous ayons construit un CEG ou un CES chaque jour », (en 1967 : « L'Education nationale, ma plus grande réussite »). 2. vous êtes avec la majorité : « Tout cela, nous l'avons réalisé tous ensemble », (en 1967 : « La majorité, c'est vous »). 3. stabilité d'abord : « L'insécurité comporte de terribles risques pour tout le monde, dans ses biens, sa situation, ses libertés », (en 67 : « Mitterrand, c'est l'aventure »). Pourquoi ce rapprochement et cette comparaison ?



ALAIN PEYREFITTE A PROVINS.
Notre père qui êtes aux cieux...

Parce qu'en 1967, la gauche unie avait manqué de quelques sièges la majorité. Que c'est la situation la moins défavorable dont la majorité puisse aujourd'hui rêver. Et que ce type d'argumentaire est le moins mauvais dont elle puisse disposer.

Intervient alors la troisième phase de l'opération, à l'usage de ce que l'on appelle la « classe politique ». « Je ne suis pas un chef de parti », déclare-t-il devant les journalistes accrédités. Pourtant son discours de vœux a constitué le premier discours électoral de la campagne. Au profit de la majorité,

bien sûr. Le temps des vœux des corps constitués, des diplomates étrangers, il doit retrouver son haut-de-forme de chef de l'Etat : il sermonne les fonctionnaires, fait état d'un échange de correspondance avec Nixon destiné à camoufler tant bien que mal l'écoeuvrant silence de la diplomatie française quand Hanoi brûlait sous les bombes... « Je ne suis pas un chef de parti » veut dire en réalité : « Je voudrais ne pas l'être, mais comme les dirigeants de mon parti sont des ectoplasmes, il me faut tout faire jusqu'aux élections ».

Quatrième phase : la conférence de presse, afin de lier toute la sauce.

En s'engageant ainsi de façon si ferme aux côtés des candidats de la majorité, en dotant la majorité d'une ligne politique dont il espère qu'elle sera porteuse de victoire, Pompidou prépare une crise institutionnelle très sérieuse si la gauche vient au pouvoir le 12 mars prochain. En supprimant ce paravent des luttes de classes que doit être l'Etat, en le réduisant à n'apparaître que comme l'Etat de la classe dominante, « l'Etat-UDR », au sens plein du terme (le dernier Conseil des ministres fut presque totalement consacré à préparer la campagne de la majorité), il crée les conditions d'un conflit avec une éventuelle majorité de gauche au terme duquel « quand le peuple aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre ». Et Mitterrand a beau répéter à qui veut l'entendre qu'il ne veut pas du tout chasser le président de la République (et il se trouvera encore des représentants du PS pour dire que ce n'est pas du réformisme !), il ne supprime pas pour autant les germes du conflit.

Choc en retour

Et si la gauche ne vient pas au pouvoir, dans laquelle ont été placés tous les espoirs des travailleurs depuis plusieurs mois, pour laquelle on a arrêté ou repoussé des grèves, le choc en retour n'en sera que plus radical et il y a cher à parier qu'étant donné les conditions de la campagne électorale, les affrontements auront lieu à la fois sur le plan des entreprises et face à l'Etat.

Pompidou contraint par la débandade de ses hommes à monter en première ligne, ce n'est pas une menace. Pour la majorité, ce sont les dernières cartouches.

Jean-François MERLE ■

les candidats PSU de la région parisienne

Samedi dernier, au cours d'une conférence de presse rue Borromée, le Bureau Fédéral de la Région Parisienne présentait à la presse les candidats du PSU pour Paris et les départements limitrophes. Nous en publions la liste ci-dessous. Il est à constater que le Parti sera présent pratiquement partout — ce qui pour une fédération fraîchement reconstituée, après les difficultés que l'on sait, est plutôt encourageant.

PARIS

1^{re} circonscription M. BUREAU ; 2^e Jean LHOPITAL ; 3^e Pascal DORIVAL ; 4^e Alain DAUBA ; 5^e Albert FINIZIO ; 7^e Lucienne DIDNER-SERGENT ; 8^e Roger SAREM-BEAU ; 9^e Jean BAUMGARTEN ; 10^e Jean COURAULT ; 11^e Geneviève PETIOT ; 12^e Daniel PATRIGEON ; 13^e Michel GRIMAL ; 14^e Claude BOURDET ; 15^e Robert CHAPUIS ; 16^e M. DELETOUR ; 17^e Bernard HENNET ; 18^e Gilberte MAR-

Rencontres avec l.o. et la ligue

DEUX délégations nationales du PSU et de Lutte Ouvrière se sont rencontrées le 21 décembre. Elles ont procédé à une analyse de la situation politique et notamment, à partir des inquiétudes que nous avons manifestées dans notre lutte sur les risques de durcissement du régime dans la période à venir. L'accord s'est fait sur la nécessité d'échanger toutes informations utiles à cet égard (répression dans les entreprises et contre les militants, faits de racisme...), pour réagir ensemble quand il le faudrait. Les camarades de LO ont expliqué les raisons et les modalités de leur présentation aux élections législatives. Là où il ne se présentent pas, ils appelleront à voter pour les candidats de Ligue Communiste ou de l'OCI, c'est-à-dire un candidat trotskyste. Ils ont procédé à un partage des circonscriptions avec la Ligue (cf. les journaux « LO » et « Rouge »). Une nouvelle réunion est prévue avec le PSU le 12 janvier.

Si aucun contentieux important n'est apparu avec Lutte Ouvrière, il n'en a pas été de même avec la Ligue Communiste que le PSU a rencontrée le 22 décembre. En effet si nous nous sommes félicités que le congrès de la Ligue ait défini pour le deuxième tour des législatives une attitude que nous avions nous-même préconisée depuis un an, nous avons dû constater plusieurs désaccords. Dans la lutte anti-fasciste, la Ligue privilégie en quelque sorte la lutte contre « Ordre Nouveau », alors que le danger principal nous semble venir de secteurs gaullistes ou militaristes qui peuvent être tentés par une épreuve de force. L'extrême-droite traditionnelle ne serait alors qu'une force d'appoint. D'autre part, dans l'action syndicale, le travail fractionniste et récupérateur de la Ligue rencontre l'hos-tilité croissante de nos militants. Enfin notre conception de l'action de masse diverge fortement de celle de la Ligue qui s'efforce de créer des comités dits de base dans le cadre d'une organisation nationale mi-autonome, mi-cartelli-

L'Affaire Fanjat : jusqu'à la réintégration

Bernard Fanjat, 23 ans, employé comme auxiliaire au centre de tri de Lyon-gare. Le 23 décembre, l'administration des PTT lui fait savoir que son contrat de travail, se terminant le 31, ne sera pas renouvelé. Aucun motif officiel, aucune faute professionnelle : mais Fanjat est un militant ouvrier actif, et qui plus est candidat du PSU aux prochaines législatives...

NOEL, c'est généralement la période des postes : il y a les cartes riodes du « coup de feu » dans de vœux, les colis, les télégrammes.

Un trafic qui triple en quelques semaines. Ce n'est pas le moment propice au débauchage. D'ailleurs, cette année comme les autres années, tous les contrats d'auxiliaires arrivant à expiration ont été renouvelés. On en a même embauché en supplément.

Tous les contrats, sauf un : celui de Bernard Fanjat, invité dès le lendemain à se mettre en congé d'office.

Professionnellement, on ne lui a jamais rien reproché : mais c'est un militant actif du groupe PSU des PTT, un militant qui a pris une part importante dans la préparation et le développement des conflits dans cette administration, un militant qui s'est souvent « mouillé » dans des conflits extérieurs : avec le comité immigrés de Lyon, qui organise la lutte contre les expulsions arbitraires de travailleurs étrangers, avec le comité populaire du Moncey, qui mène la bataille pour la destruction des taudis dans ce vieux quartier de Lyon, et contre la rénovation et la spéculation qui déportent la population pour loger ceux qui peuvent payer. On l'a vu aussi apporter son soutien aux travailleurs en lutte dans la région lyonnaise : à Pennaroya, à Maillard et Duclos.

Sur le pavé

Alors, c'est un homme dangereux, et la préfecture l'a à l'œil. Et comme un directeur des PTT ne sait rien refuser à un préfet, voici Fanjat sur le pavé...

Seulement voilà : il n'est pas décidé à se laisser faire Fanjat. Et puis, surtout, il n'est pas tout seul.

Déjà, voici un an, et toujours à Lyon, et toujours aux PTT, un autre militant PSU, Jean-Jacques Dehan, auxiliaire lui aussi, avait connu le même sort : son appel sous les drapeaux a, pour le moment, opportunément différé le règlement du problème.

Fanjat, lui, n'est pas pour l'instant soumis à des obligations militaires. Alors il se battra, et avec lui tous les travailleurs de Lyon-gare. Pour sa réintégration.

— Le 23 décembre, il se présente à son travail. Refuse de se mettre en congé d'office : le chef de centre ne peut s'y opposer.

— Le 26, les travailleurs de la brigade G (la brigade de jour à laquelle appartient Fanjat) votent à l'unanimité, après l'intervention des délégués CFDT, CGT et FO, la décision d'engager une action rapide.

— Le 27, la détermination des travailleurs provoque un premier recul de l'administration : Fanjat est maintenu dans les lieux jusqu'aux résultats d'un « supplément d'enquête ». Mais la pression ne se relâche pas : distribution de tracts, discussion de possibilités de débrayage, etc.

Depuis, le bruit court d'une réintégration de Bernard Fanjat. Mais rien n'est réglé.

Entre temps, l'affaire a pris une dimension nationale : c'est que le licenciement d'un militant n'intéresse généralement guère la grande presse...

Mais quand ce militant est aussi un candidat aux élections, en pleine période électorale ! Décidément, le pouvoir n'en est pas à une maladresse de plus !

On en est là. Les travailleurs des PTT-Lyon vont continuer à se battre

pour obtenir la réintégration officielle de Bernard Fanjat.

Le PSU entend bien prendre sa part de ce combat et l'étendre à l'ensemble de l'administration des PTT, en montrant bien que le cas de son militant n'est pas isolé, mais qu'il se situe dans le cadre d'une répression systématique contre tous les militants ouvriers, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Il posera à cette occasion une nouvelle fois le problème du statut des auxiliaires dans la fonction publique.

Que Bernard Fanjat soit aussi le candidat du PSU dans la 5^e circonscription de Lyon n'est pour nous qu'une occasion supplémentaire de souligner quelle est notre conception de la lutte électorale : indissociable du combat quotidien pour le pouvoir aux travailleurs.

Bernard LANGLOIS ■

QUESTE : 19° Christian ROLLET ; 20° Claude GERAUD ; 23° François NEGRE ; 24° Richard LEBLAY ; 25° Geneviève PLAGNE ; 26° Pierre PARYS ; 27° Charles CIMERMAN ; 28° Gérard ANDRIEUX ; 29° Alain CHESNEL ; 30° Guy PHILIPPON ; 31° Michel MOUSEL.

HAUTS-DE-SEINE

1^{re} circonscription Maurice TOMBOLATO ; 2° Jean-Claude CHAMBLAIN ; 3° Jean CHAMBEAU ; 4° A désigner ; 5° Daniel PIGOT ; 6° Serge MALLET ; 7° Philippe BRACHET ; 9° A désigner ; 10° A désigner ; 11° Jean PICHENOT ; 12° Jean LE GARREC ; 13° Bernard RAVENEL.

SEINE-SAINT-DENIS

1^{re} circonscription J.-M. HIRIBARREN ; 2° Gilbert PALLIER ; 3° A désigner ; 4° A désigner ; 5° M. FORTE ; 6° Léo GOLDBERG ; 7° M. POUPELARD ; 8° A désigner ; 9° Hervé LE TOQUIN.

VAL-DE-MARNE

1^{re} circonscription Philippe SIMON ; 2° Gérard MARRONCLE ; 3° Jean FRANCHETEAU ; 4° Maurice THOMAS ; 5° Gilbert ESTEVE ; 7° Henri SAIGRE ; 8° André JONDEAU.

● Rectification : Quelques erreurs de noms dans notre liste de candidatures parues dans « T.S. 558 ». Il faut lire : dans l'Eure, 2^e circonscription (Bernay) : Roger CUEILLE ; 4° (Les Andelys, Vernon) : André GOUDEAU.

sée, qu'elle contrôle en réalité. C'est là qu'est née l'équivoque du Front de Solidarité Indochine, dont nous pensons qu'il doit devenir une organisation autonome, avec laquelle nous aurons des relations plus claires, d'organisation à organisation. C'est ce qui jadis avait expliqué le départ de la Ligue du Secours Rouge qu'elle ne pouvait contrôler. C'est ce qui ne nous permet pas de soutenir des « Comités de Défense des Appelés » qui émanent en réalité de la Ligue : nous préférons soutenir les diverses initiatives qui se développent pour résister à la militarisation que créer des canaux de récupération ou des paravents d'organisation.

Ces désaccords, nous souhaitons bien entendu les résoudre. Ils ne nous empêcheront pas de rechercher une action unitaire avec les militants trotskystes : on l'a vu à propos du procès Tramon ou du soutien aux agriculteurs du Larzac. Mais nous refusons de voir notre parti utilisé pour une stratégie organisationnelle qui n'est pas la sienne.

Quelle sera donc notre attitude à l'égard des candidats trotskystes de LO et de la Ligue ? Nous pensons non seulement normal mais souhaitable que ces organisations puissent présenter leurs analyses et leurs positions politiques. Tel est le sens, croyons-nous, de leurs candidatures. Il ne s'agit pas pour elles de peser sur le rapport de forces, sauf à contribuer à la défaite de la bourgeoisie, mais de développer massivement leur propagande. La tribune des élections vaut bien une manifestation ou un meeting : ces camarades ont le droit de s'en servir et nous entendons faire respecter ce droit. Ils ne sont donc pas pour nous des concurrents ou des adversaires. Nous n'avons pas d'ailleurs, ni eux non plus, cherché à ouvrir des négociations électorales, à partir du moment où ces camarades refusaient nos propositions de Juvisy et cherchaient à établir un front trotskyste spécifique.

Il est évident que la situation serait totalement modifiée si les candidats de LO ou de la Ligue en venaient à traiter ceux du PSU comme des concurrents et des adversaires : une telle rupture affaiblirait, c'est évident, l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Nous pensons que nous sommes, les uns et les autres, suffisamment responsables pour ne pas prendre un tel risque dans la période actuelle.

Robert Chapuis ■

vers quelle société?



TEMA-EDITIONS 10F

(En vente à la Librairie « TS ». 10 F. Commandes groupées : 8 F.)

toulouse : quel bilan ?

Au cours des différents numéros de « TS » parus depuis le 8^e Congrès, nous avons publié, pensons-nous, l'essentiel de ce qu'il fallait dire sur le déroulement et les acquis du Congrès. Il restait à donner aussi la parole à ceux qui représentent la minorité dans le parti, et qui ont défendu à Toulouse le texte « Vers le communisme ». C'est maintenant chose faite avec cette « tribune libre » d'Abraham Behar.

A U-delà des auto-satisfecits et des effets de tribune, c'est pour nous la question pratique de l'heure : peut-on dire que les sujets traités correspondent à ce que nous vivons, et nous voyons. Est-ce que le manifeste, petit livre bien présenté, va nous aider plus qu'à survivre, à jouer un rôle dans la conjoncture actuelle et apporter une perspective politique aux travailleurs ? Nous retirons, pour notre part, une impression de flou, d'abstraction, une fuite parfois de la majorité du Congrès devant les réalités. Dire la vérité, quand elle est amère, n'est pas populaire, nous l'avons appris à nos dépens... Mais maintenant que les lampions sont éteints, n'est-ce pas l'heure de la vérité ?

Gérer ou transformer la société ?

On a finalement peu parlé de l'auto-gestion et, il est vrai, on a beaucoup insisté sur le contrôle ouvrier aujourd'hui. Le résultat ? Les louanges de Saintonge pour Ed. Maire, pour ceci en particulier : « ... Que les journaux soient dirigés par ceux qui les font, l'ORTF aussi, ainsi que les divers moyens de culture, l'école et ce qui la complète ». (TS n° 559).

Alors voilà, nous on n'est pas convaincu. On aime bien les journalistes et les enseignants, de là à leur donner les clefs du pouvoir au travers de l'information et de l'éducation, il y a une

marge ! (Guy Lux au pouvoir... Tout de même !)

Nous on préfère, c'est notre côté vieux jeu, le mot d'ordre de la commune de Paris, repris par les Soviétiques en 1917 et immortalisé par la Commune de Shanghai : « Donner en TOUT, le pouvoir à la classe ouvrière ».

Ceci dit, ce type de dérapage va être notre pain quotidien. Il en était ainsi jadis avec l'inénarrable « contre-plan »... que le mouvement de Mai 1968 a rejeté dans les poubelles de l'Histoire... quasi par inadvertance.

modèle 1920 ou 1930

Sur le problème de l'Etat, nous avons eu droit à une magnifique joute oratoire entre Rocard et Fay.

La majorité nous a proposé deux modèles : celui de la pyramide des conseils ouvriers type 1920 et le double pouvoir, Etat (avec suffrage universel) et conseils, du théoricien social-démocrate et social chauvin Adler. Mais elle a négligé de signaler que le premier modèle a été un échec total en Allemagne, Italie, Hongrie... et en URSS et que le deuxième modèle a

mené à sa perte le prolétariat autrichien assassiné par Dolfuss, le précurseur du nazisme. C'est cette fresque archéologique que nous avons vu se dérouler devant un congrès méduisé.

Nous proposons dans « Critique Socialiste », notre conception de l'Etat socialiste, avec les conseils populaires, le contrôle ouvrier et la lutte pour le communisme menée par le parti des prolétaires. Mais en gros il nous semble qu'il vaut mieux se rappeler que nous sommes en 1973, et s'appuyer sur notre expérience (et celle de pays modernes et actuels, comme la Chine), sur l'unité populaire ici en France, plutôt que de nous ressortir ces vieilles lunes. Dans ce domaine, nous, on est d'accord pour « contrôler aujourd'hui, pour décider demain », car c'est aujourd'hui la classe ouvrière et surtout les O.S., qui vont le plus loin dans le contrôle : c'est donc pour son pouvoir demain, que nous combattons.

— Et si on parlait un peu d'aujourd'hui, et ce qu'on peut y faire ?

Sans revenir sur notre analyse, en détail, nous constatons, nous, un courant d'adhésion à l'union de la gauche, courant qui a sa racine dans le mécontentement lié à la vie chère, aux patrons intransigeants et à la déchéance morale du gouvernement. Ce courant apparaît aussi dans les luttes, avec des militants du PCF dans la CGT, capable de se couler dans le mouvement pour le canaliser ensuite vers le geste électoral.

Il s'agit de lui opposer, à partir des mêmes bases, l'unité populaire autour des luttes ouvrières, contre l'état capitaliste. C'est-à-dire commencer à transformer le courant d'adhésion au réformisme en son contraire, la mobilisation populaire sur ses propres objectifs.

élections et mobilisation populaire

Cette stratégie suppose d'être présent dans l'affrontement électoral, à condition de subordonner celui-ci à la mobilisation populaire sur le terrain.

C'est sur les mêmes mots d'ordre que mobilisation populaire et campagne électorale doivent se faire.

— Pour l'augmentation uniforme des salaires maintenant : 200 F pour tous comme à Berliet et les 68 centimes pour le lait des paysans-travailleurs.

— Pour des comités de contrôle des prix, associant employés et ménagères, avec pour cible les grandes surfaces. Seules des actions continues peuvent payer, à l'image du refus de la hausse des loyers, de la distribution directe de produits par les paysans, des transports rendus gratuits de fait (comme au cours de la grève à Usinor).

— Pour l'abrogation de la circulaire Fontanet (et saluons au passage l'action exemplaire de Valence), pour la libération, et d'abord l'égalité des femmes dans le travail (grève du Trappeur-Disram dans le Var, Lewis dans le Nord, etc.), pour l'autodétermination des minorités nationales.

— Pour tester aujourd'hui les formes d'organisation de la mobilisation demain : comité de grève élu et révocable, comité de soutien populaire non cartélinisé, etc.

Puisque l'UDR annonce à cors et à cris qu'elle est prête pour l'illégalité (refus de la sanction du suffrage) le moins que nous puissions faire est de se préparer, dans la masse, à l'affrontement proposé !

— Comment le parti va-t-il vivre maintenant avec sa minorité ?

Droit d'existence et liberté d'expression sont, à l'évidence, dans les mains de la majorité. Souhaitons qu'elle se souvienne de la recommandation de Rosa Luxembourg « La liberté, c'est celle des autres ! ».



Nous n'avons nulle intention de mener bataille sur les enjeux internes, ni de nous épuiser dans des joutes parlementaires.

Nous voulons fermement par contre poser, à partir de notre pratique, à partir de l'enquête politique et de l'action, des problèmes au P.S.U.

C'est ainsi qu'en mai et juin derniers nous avons sans cesse posé la question de l'entrée dans la lutte des OS.

Il a bien fallu, à la longue, nous écouter et réagir.

C'est dans cet esprit que nous posons la première question :

Au cours des dizaines de réunions cantonales en Loire-Atlantique, touchant des milliers de paysans, Bernard Lambert a eu l'écho de l'agression que poursuit l'Etat contre les agriculteurs récalcitrants, par le biais judiciaire (Lambert en a été lui-même victime, d'une manière aussi odieuse que ridicule). Les paysans découvrent à nouveau l'Etat, non plus seulement comme un moyen d'être assisté ou comme cible pour les pressions économiques, mais comme instrument de l'oppression de classe. Cette prise de conscience entraîne un courant vers ceux qui, les premiers, ont expliqué les enjeux de la lutte de classe rurale.

Résultat, en Loire-Atlantique, à la suite d'élections ultra-démocratiques ; pas de candidats pré-désignés, chaque canton les désignant au premier tour, les 85 % d'agriculteurs syndiqués ont élu à la FDSEA une direction HOMOGENE du courant « paysans-travailleurs »... ce qui ne s'est jamais vu. Voilà les faits. Que va faire le parti devant ce vaste mouvement de masse de la gauche paysanne ?

optimistes

Allons-nous nous laisser aller à des attaques déshonorantes contre eux, en particulier contre B. Lambert, comme l'a fait Joseph Caillaux au Congrès, en le décrivant comme un PDG, un « Dassault » paysan, alors qu'il est CONTRAINT de racheter sa ferme pour travailler, parce que son propriétaire vend, l'expulse, et qu'il va s'endetter pour jusqu'à la fin de ses jours ! Ou bien allons-nous réussir à vaincre la méfiance instinctive du milieu paysan pour TOUS les partis, en proposant nos analyses, sans s'imposer et sans donner de leçons ?

Nous avons d'autres questions à poser, sur le magnifique acquis du secteur « Femme » et que l'on nie aujourd'hui (avec la maladresse en plus du refus de réunir la CNF pour un simple compte rendu de son secrétariat), sur d'autres choses encore... si on nous en laisse le loisir.

Mais, parce que nous sommes des révolutionnaires, des marxistes qui bâtissent leurs convictions sur des analyses MATERIELLES, nous ne sommes pas dans le pessimisme.

Nous savons que cette période difficile peut avoir une issue possible positive. Nous sommes donc optimistes en tout, y compris pour notre avenir dans le parti, car nous savons que seul compte, en définitive, l'évolution de la lutte de classe.

LA LIBRAIRIE

tribune
socialiste
PSU

9, rue Borromée - PARIS 15^e
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

- LE SYSTEME POMPIDOU 21,00
Gilles Martinet (Le Seuil)
- 1907, LA REVOLTE DES VIGNERONS 22,00
Félix Napo (Privat)
- LES PARTIS POLITIQUES DANS LA FRANCE D'AUJOURDHUI 7,50
François Borella (Le Seuil)
- DEFENSE DU MARXISME 23,50
Léon Trotsky (E.D.I.)
- LA FRANCE DE VICHY, 1940-1944 29,00
Robert O. Paxton (Le Seuil)

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris
Règlement à joindre à la commande

DJIBOUTI :

la misère ou la mort

de notre envoyé spécial Gérard Borel

Dix-huit ans. Seize peut-être. Assassiné le 13 décembre 1972 sur le barrage électrifié de Djibouti, territoire français. Tête éclatée par une balle. Qui a tué Moussa Daher Logue ? Et le 13, qui a tué Ahmed Assan Fahie ? Et le 13, qui a tué cet autre jeune homme, non identifié celui-là ? Et Abdî Daher Houssein, qui l'a tué aussi sur ce même barrage de barbelés, dans la nuit du 11 au 12 ? Quatre morts en huit jours : combien d'autres avant eux ? Combien d'autres après ? Des balles, des fusils, des légionnaires, une armée, un régime, un système. Une misère et une injustice criantes. Des mendiants plein les rues. Des rues pleines d'uniformes arrogants. Un quartier ghetto — infâme bidonville. Des barbelés partout. Djibouti est en état de siège et sa population autochtone en état de désespoir. Au-delà des officielles haies de « Vive la France ! » qui ménageront votre bonne conscience, que verrez-vous, Pompidou, de « votre » Territoire français des Afars et des Issas ?

D.R.

BAL-BALLA : Un « chiffonville » né du barrage.

Cl, on repeint quelques façades. Là, dans un hôtel, des maçons mettent la dernière main à la construction d'un escalier de secours. Des balayeurs font crisser leurs feuilles de dattier le long des rues. Une vingtaine d'arbres ont subi la coupe militaire ; plus une branche susceptible d'abriter un éventuel tireur isolé. Pompidou va venir, Pompidou arrive. La plate-forme asphaltée qui recevra son hélicoptère dans le palais du haut commissaire est prête. Six ans après de Gaulle, le « président de tous les Français » s'offre un safari à Djibouti, ces 15, 16 et 17 janvier.

Il est bon, dans ces cas-là, d'arriver avant que le décor en carton-pâte ne soit planté. Ce qui, évidemment, est d'autant plus suspect aux yeux des autorités : dès l'aéroport, un flic en civil se penche pesamment sur mon passeport qu'il recopie avec application entre quelques questions aimables : Vous êtes de quel journal ? Combien de temps resterez-vous ici ? Un peu plus tard, dans ma chambre d'hôtel, et à plusieurs reprises, ma valise sera ouverte. Curiosité de femme de ménage ? Une autre fois, à la gare du Chemin de fer franco-éthiopien, deux gendarmes m'interpellent : papiers, carte de presse, quel journal ? Et de recopier le tout avec application. Quelques jours plus tard, enfin, à Loyoda, poste-frontière entre le Territoire et la République de Somalie, la première chose que me demande le gendarme-commandant : « Vous avez vos papiers ? Bon. Qu'est-ce que vous venez faire ici ? Y a rien à voir. » Plein désert, pleine désolation. O, Kafka !

Mais ça, ce n'était que de la brouille « entre Français du pays ». Pour les nègres d'ici, métèques chez eux, c'est autre chose ! Le ton est donné quelques centaines de mètres après l'aéroport : bien en vue dans un enclos grillagé, des gardes mobiles s'entraînent au tir au pistolet. Montrer sa force pour n'avoir pas à s'en servir ? Voire...

Sans plus attendre, direction barrage, ce « mur de la honte » comme on dit ici en référence à Berlin. L'« ouvrage » date de septembre 1966. A

cette époque, de nouveaux troubles avaient succédé à ceux qui agitent la visite de De Gaulle.

barbelés, mines, électricité...

Toute la nuit du 13 au 14 septembre, des groupes de jeunes du quartier autochtone tiennent tête aux forces de répression, mettant à sac les locaux de cinq brigades de gendarmerie. Le lendemain, le couvre-feu est décrété. Des patrouilles tirent sur « tout ce qui bouge ». Officiellement : huit tués... Dix jours durant, des rafles ont lieu quartier par quartier. 2.500 Somalis sont expulsés vers la République de Somalie. C'est pour empêcher leur retour avec d'autres indésirables qu'est alors édifié le fameux barrage : deux boyaux de barbelés délimitant une bande de terrain minée et parsemée de tessons de bouteilles. Le barrage enserme la ville sur une dizaine de kilomètres environ ; ses deux extrémités se prolongent dans la mer, les requins et les garde-côtes se chargeant des éventuels nageurs. L'ensemble a été perfectionné sur tout le parcours par l'érection d'un grillage électrifié. Enfin, des légionnaires postés dans des miradors surveillent le tout jour et nuit, la gâchette facile — on en a la preuve.

Deux points de passage : l'un, peu emprunté, sur la route de la Somalie ; l'autre, sur la seule route goudronnée du Territoire qui conduit à Arta et ouvre sur l'intérieur du pays ; c'est le poste le plus fréquenté. Dès le petit matin, une foule de nomades s'y amassent, attendant leur tour devant les tentes des autorités. Des femmes, surtout, qui viennent vendre à la ville leurs maigres produits : quelques litres de lait, des fagots de branchages secs, des bâtonnets en bois tendre servant de brosses à dents. Elles ont souvent parcouru, à pied, quinze, vingt et même trente kilomètres avec, parfois, un bambin sur le dos. Le soir, elles regagnent le campement avec deux ou trois pains.

Le mardi, ces femmes vont se presser dans la cours du Secours catholique,

américain ou français, pour la ration : une ou deux boîtes de lait concentré, une dizaine de gâteaux secs ; plus rarement, des vêtements. Souvent, la cohue dégénère en bousculade. Le vendredi — dimanche musulman —, c'est le jour des mendiants : la cour des miracles en plein Djibouti. De partout, on n'entend que ce mot, le plus prononcé à Djibouti : « bakchiche ». Mais que peut la charité, qui est le contraire de la justice ? Alors, cette phrase de Sartre prend toute son intolérable signification : « Voici des hommes noirs debout qui nous regardent, et je vous souhaite de ressentir comme moi le saisissement d'être vus. »

« vos papiers ! »

Qui peut, « légalement », passer le barrage ? Ceux qui sont en possession d'une carte d'identité française ou d'une carte d'autorisation spéciale de séjour pour les « étrangers ». Qui est « étranger » ? Qui a la faveur d'être français ?

Nous sommes bien ici au cœur du problème. Aucun recensement sérieux n'a

été réalisé dans le Territoire où l'état-civil est toujours embryonnaire. Le nomade fuit l'inquisition administrative qu'il redoute et l'administration, c'est bien connu, manque de personnel et de crédits... En fait, les vraies questions sont politiques. Pour être français, faut-il :

- être né dans le Territoire ?
- être descendant des chefs signataires des traités avec la France ?
- justifier d'un certain nombre d'années de résidence dans le Territoire ?
- simplement revendiquer la nationalité française ?

Tour à tour, avec plus ou moins de rigueur, ces critères ont été pris en considération sans toutefois que les indigènes trouvent nécessaire d'en profiter — si profit il pouvait y avoir. Toujours est-il qu'une loi a finalement stipulé, le 8 juillet 1963, que les dispositions du code de la nationalité ne sont applicables en Côte française des Somalis qu'aux individus dont l'un des parents au moins a la nationalité française.

Se sont alors vu refuser les cartes d'identité tous ceux dont les parents avaient omis de se procurer ces pièces en temps utile... La plupart des no-

6 ans après de Gaulle

Le 25 août 1966, sur la glorieuse route de Pnom-Penh, de Gaulle subit l'affront : ces miséreux osent revendiquer l'indépendance au messie libérateur de l'Afrique, et ce au moment où il s'appête à donner aux Etats-Unis une leçon de décolonisation.

Atteint dans sa fierté, de Gaulle refuse, le lendemain 26 août, d'entendre les représentants de l'opposition locale.

A 16 heures, avant de prendre la parole place Lagarde, il donne personnellement l'ordre de disperser la foule. Les grenades — lacrymogènes ou offensives ? — claquent et les mouvements de panique laissent à terre des dizaines de blessés ou de morts que des camions de la voirie débarrasseront hâtivement. Bilan officiel : 6 morts, 70 blessés. Ces chiffres agacent encore les témoins (1).

Cette fois, avec Pompidou, l'atmosphère ne sera pas davantage à la rigolade. Le dispositif militaire de Djibouti vient en effet d'être renforcé à deux reprises —

et pas un peu : trois bâtiments de la marine nationale, 7 hélicoptères dont 4 équipés d'un canon de 20 mm, et une « force mobile de protection et de défense ». De plus, le 21 décembre, huit « Super-Sabre » à réaction sont venus remplacer les anciens avions à hélices destinés au Tchad... Un tel déploiement de forces a plusieurs significations :

1. il confirme l'importance stratégique du TFAI ;
2. il met la population en garde contre toute manifestation de mécontentement ;
3. il prévient toute éventuelle menée interventionniste, sinon annexionniste, des pays voisins, la marxisante Somalie et la moyenâgeuse Ethiopie. A cet égard, que pourra bien dire Pompidou à Haïlé Sélassié qu'il doit rencontrer sitôt son départ du TFAI ?

(1) Officiellement aussi, du 26 août 1966 à fin 1968, date du dernier bilan connu, 43 autochtones ont été tués par les forces de l'ordre.

mades devinrent ainsi étrangers dans leur propre pays ! La notion de naissance en territoire français est devenue essentielle dans un pays où les hasards de la nomadisation ignorent la notion de frontière. L'absurde rejoint l'ignominie : des familles sont partagées par l'état-civil, frères et sœurs n'ayant pas, par exemple, la même nationalité. De jeunes Somalis ayant passé leur jeunesse à Djibouti, étant de culture française, sont reniés par l'administration et rejetés de la fonction publique, « réservée aux Français ».

Des dizaines d'exemples avec preuves à l'appui m'ont été fournis, illustrant cette pratique. Untel devra attendre 3 ans avant d'obtenir sa carte d'identité ; en attendant, on lui vend pour 500 FD (1) un laissez-passer valable dix jours pour aller voir sa famille à Djibouti. Le comble : aux orphelins, on demande leur acte de naissance et le certificat de mariage de leurs... parents !

Un autre orphelin, âgé de 21 ans, est menacé d'expulsion car on ne lui donne pas la fameuse nationalité. Il vit à Djibouti depuis l'âge de 6 ans ; il a fait de bonnes études au lycée, bien qu'infirmes (une jambe coupée) ; son expulsion, au milieu de cette terre hostile et sans eau, le vouerait à une mort certaine.

« nous sommes fatigués »

Un autre encore, venu me voir avec sa carte d'ancien combattant 39-45 : toujours pas d'identité. Celui-là, avec sa carte d'électeur : même lot. Chair à canon, bétail à élections, oui ! Français ? Non ! Si l'administration se prenait au piège de sa propre réglementation, c'est la moitié des habitants de Djibouti qu'elle devrait expulser. Conscientes de cette contradiction, les autorités délivrent des « cartes de circulation » renouvelables, permettant de faire pression sur leurs titulaires (ces cartes vont expirer le 15 février prochain, ce qui signifie, en clair : tenez-vous bien devant le Président). « Impossible de vivre sans papiers, impossible d'avoir ces papiers. Nous sommes fatigués de tout ça », m'a dit l'un de ces « demi-Français », pour ne pas dire apatrides.

Le barrage s'inscrit bien dans ce contexte de contrôle politique d'une population dont on redoute — quoi qu'on en dise — le comportement pour le jour où la colère l'emportera sur la lassitude. Officiellement, les autorités tentent de justifier le barrage par une prétendue nécessité de préserver la prospérité de la ville de Djibouti : éviter qu'un afflux de population vienne rompre l'équilibre précaire de l'économie locale, oubliant sans le moindre embarras les causes et les origines historiques de cette mesure purement militaro-politique.

Ce qui est en fait à préserver — par les barbelés et les fusils —, c'est

le statu quo : éviter à tout prix que des milliers d'indigènes exigent le partage équitable de cette prétendue prospérité et revendiquent, du même coup, tous les droits fondamentaux honteusement bafoués. Mais soit ! parlons-en de la prospérité djiboutienne ! Il faudrait d'abord brosser un tableau aussi réaliste que possible de la ville autochtone. Nul besoin de sensiblerie. Pourtant, qui serait insensible à cette étouffante misère ?

Le « quartier », tout court — par opposition au quartier européen et au centre commercial et administratif — est un vaste bidonville : bois de caisses, tôles aplaties, cartons composent les habitations. Situé dans une cuvette au-dessous du niveau de la mer, le quartier est régulièrement inondé par les grandes pluies. Faute de canalisations, l'eau envahit les tristes demeures puis stagne des jours entiers dans les ruelles, dégagant une odeur malsaine. L'électricité atteint rarement ces minables demeures, souvent éclairées au pétrole. L'eau courante est encore plus rare, d'où les incessantes allées et venues des porteuses d'eau depuis les trop peu nombreuses fontaines publiques où, la nuit tombée, des hommes et des enfants font une furtive toilette. Est-ce assez dire la situation sanitaire de cette population ?

Des efforts ont néanmoins été entrepris pour améliorer l'habitat : telle la construction, grâce à un financement du Fonds européen de développement, des 500 logements du « lotissement du stade » ; telle la cité Arhiba, destinée à favoriser l'installation des Afars, promus subitement dockers après l'expulsion des Somalis et qui, aujourd'hui, frappés par la baisse d'activité du port due à la fermeture de Suez, ne peuvent plus payer les 6.000 FD de loyer mensuel et sont expulsés manu militari tandis que leur pauvre mobilier est livré aux enchères publiques.

« chiffonville »

Mais le quartier reste toujours le quartier avec ses 11.000 « maisons » abritant environ 70.000 personnes sur les 125.000 de Djibouti. C'est dire la surpopulation de ce bidonville où nombreux sont ceux qui dorment dans la rue sur un bout de carton ou sur un lit de nattes.

Le barrage a d'ailleurs aggravé cette surpopulation par l'effet de rétention qu'il provoque : on ne veut plus sortir de Djibouti de peur ne de pouvoir y revenir. De même ont été considérablement freinés les échanges marchands entre la population de la ville et celle de la brousse. Seuls, en effet, les commerçants en règle avec l'identité sortent de la ville à la rencontre des nomades proscrits. Au point que ceux-ci en sont venus à créer un village — en fait, un hallucinant « chiffonville » poussé sur un tas d'immondices — à quelques centaines de mètres du principal point de passage du barrage.

Bal-Balla est le marché extra muros de Djibouti, où un bon millier de personnes campent en permanence parmi les troupeaux de chèvres, de brebis et de chameaux. Là, les nomades vendent leur bétail aux marchands arabes qui tirent double avantage de la situation : arguant des difficultés causées par le barrage, ils achètent à moindre prix et revendent en ville au meilleur profit. Mais pour les nomades, c'est encore mieux que d'être arrêtés puis emmenés « pour contrôle » avant d'être expulsés à nouveau, leurs troupeaux égaillés dans la brousse, décimés par les hyènes et les léopards. De tels faits sont encore courants de l'autre côté, vers la Somalie : un chef de village m'a dit comment de nombreux nomades ont été ruinés. Il n'empêche que Bal-Balla est régulièrement investi par des forces de police qui, au petit matin, chargent dans des camions quelques dizaines de « sans papiers » ou de « suspects » pour les emmener au fichier. Dans ce cas, cependant, les troupeaux restent en place, gardés par les autres nomades.

la bande armée

De telles rafles ont également lieu à Djibouti-même, dans le quartier principalement, de jour comme de nuit. Terrorisant la population, les militaires pénètrent dans les demeures et entassent hommes, femmes et enfants dans des camions grillagés, il y a peu, ils ont pénétré dans une mosquée, comble du sacrilège pour un peuple aussi profondément religieux. Interrogé sur de pareils agissements par un député de l'opposition, le général Robert Muller, commandant supérieur des forces armées du TFAI, a prétendu ignorer ces abus tout en les réprouvant. Il en faudrait sans doute davantage pour brider un tant soit peu cette bande armée de militaires abjects qui, lorsqu'ils ne se font pas cirer les godillots par des enfants sans chaussures pour leur marchander le dérisoire prix du service (« Avec ça, tu pourrais t'acheter une boîte de cirage... »), tirent sur d'autres enfants en pleine campagne — à blanc, quand même ! — pour les dissuader de revenir à la ville grossir le flot des mendiants.

Quand ils ne vont pas, imbibés d'alcool, provoquer des bagarres nocturnes dans les bordels (la prostitution étant un autre bienfait du colonialisme), ou, plus « innocemment », pratiquer un racisme de tous les instants. A cet égard, un jeune autochtone est venu me raconter, plein de tristesse : « L'autre jour, au stade, je jouais au football. Un militaire buvait de l'eau à la bouteille. Je lui en ai demandé un peu. Il m'a dit : Qu'est-ce que t'es, toi ? Un nègre. Allez, fous le camp ! »

« qu'est-ce qu'on va faire ? »

Il ne s'est pas passé un soir sans que, marchant dans les ruelles du quartier, je ne me retrouve au milieu de dix, quinze jeunes, Afars ou Somalis de 14 à 20 ans, venus intentionnellement à ma rencontre pour provoquer une discussion.

Toujours, et très vite, ces conversations prenaient tournure de véritable confession. Tous savaient qu'un journaliste était venu, précisément, pour les écouter. Pour une fois — la première fois —, ils ne se privaient pas de se raconter, en de longues plaintes bouleversantes se prolongeant tard dans la nuit.

Exclus du collège parce que « trop âgés », mais trop jeunes pour prétendre à un emploi, chômeurs sans aucune ressource, ces garçons survivent grâce à la solidarité tribale et familiale. Solidarité d'ailleurs parfois émuée, les parents comprenant mal, ou pas du tout, que leurs enfants, ayant été à l'école, ayant eu « cette chance » qu'ils n'ont pas connue, soient sans travail :

— Mon père gagne 35.000 FD. Il a trois femmes, 10 enfants et une grand-mère ; il croit que je ne veux pas travailler, alors il me fout dehors. Je dors à la belle étoile...

— Moi, j'ai été renvoyé du collège. J'étais bon élève, mais j'ai perdu mon carnet de notes. Le surveillant général du CET, M. Rossignol, m'a renvoyé en disant : Va chercher dans les poubelles de ton quartier ! On ne veut plus de toi ici.

— Le député est venu voir mon père et lui a donné 10.000 FD pour que je

Salaires : de 1 à 100

Le souci majeur des militaires et fonctionnaires est de « faire du 2,60 », ce qui veut dire s'enrichir par la grâce du Franc-Djibouti, rattaché au dollar depuis 1945, alors que le TFAI était décrété territoire franc et paradis fiscal.

Les salaires des « métropolitains » se trouvent ainsi multipliés par 2,60 et exonérés d'impôts.

Une trentaine de hauts-fonctionnaires perçoivent des salaires mensuels allant de 500 000 à 700 000 FD (13 000 à 18 000 FF) — sans compter les multiples avantages en nature —, soit cent fois plus que le SMIC local (176,80 FF)...

En 66 (on voudrait croire qu'il y ait eu amélioration depuis), on dénombrait dans le Territoire : deux généraux, dix-neuf colonels, vingt-sept commandants, une trentaine de capitaines.

Cette masse de gros revenus a eu pour effet de hausser le coût de la vie, qui est très élevé. Les loyers mensuels vont de 5 000 à 10 000 FD pour les baraques en planches ; de 15 000 à 50 000 FD pour les habitations en dur. Les allocations familiales sont de 700 FD par enfant (jusqu'à six maximum). Une boîte de lait Guigoz coûte 375 FD...



Arrestation au quartier...

quitte l'école, en me promettant un travail dans une banque. J'allais passer mon BEPC. J'ai dit : avant, je continue l'école jusqu'à mon examen. J'ai eu mon BEPC, mais la place était prise. Ils ne veulent pas qu'on ait des diplômes parce qu'eux, nos députés et nos ministres, ils ne savent même pas lire.

— Qu'est-ce qu'on va faire ? Rester comme ça toute notre vie ? Je voudrais aller en France ou à l'étranger ; ailleurs, on fera peut-être n'importe quoi mais y aura personne pour nous voir et dire : il est allé à l'école et il fait le balayeur.

— Je voudrais rencontrer Pompidou pour lui dire notre misère. Dis-moi, comment je pourrais le rencontrer quand il viendra ?

— Qu'est-ce qu'on va faire ? Guérillero ?

— On aime la France mais on est très mécontents des Français. Qu'est-ce qu'ils font pour nous ?

Interminables plaidoyers, témoignages de désespoir, questions angoissées... Un autre jour, d'autres jeunes m'avaient invité à une de leurs réunions. Originaires de différentes régions du Territoire, ils me lurent chacun leurs feuilles de doléances, racontant les difficultés d'être soigné en brousse, les innombrables histoires de fraudes électorales, etc. :

— Nous avons conscience de notre sous-développement et de l'abandon de la France. L'aide de la France, c'est pour les députés. Et nos députés ne sont rien et ne font rien.

— Le gouvernement d'Ali Aref décide qui aura du travail. On demande d'abord : comment êtes-vous avec le président Aref ? On ne demande rien d'autre au peuple.

chomage : 80%

Autre donnée de la « prospérité » : le chômage. Difficile à quantifier avec précision tant les évaluations de population sont sujettes à caution. Le Territoire compte officiellement 200.000 habitants dont environ 125.000 pour Djibouti parmi lesquels on peut compter 60.000 personnes en âge de travailler et seulement 12.000 salariés. On peut donc estimer à 80 % le taux de chômage. Dans les bourgs de brousse, la situation est bien plus dramatique encore : Ali-Sabieh, par exemple : 3.000 habitants, 70 salariés ; Dikhil : 3.500 habitants, 90 salariés. L'ultra-désolation que celle de ces gens me racontant leur malheur. Tel ce coolie-jardinier travaillant pour 5.000 FD par mois ; au bout de 20 ans, il aura 10.000 FD... Tel cet ancien milicien et ses 11 enfants : déchu pour non-allégeance à l'administration Ter ce père dont le fils de 15 ans a fait partie du lot des 5 élèves par classe touchés par la limite d'âge et renvoyés chaque année ; il ne sera ni nommé ni sédentaire, mais vagabond. Il n'y a pourtant, à Dikhil, que 150 écoliers.

“ Pour voter ? On attend les ordres ”

Il y aurait aussi beaucoup à dire sur ces « pratiques électorales » que Michel Rocard a dénoncées bien haut en octobre dernier devant l'Assemblée nationale. A 7 000 km de Paris, la fraude prend ici des allures démesurées. Le « bourrage des urnes » n'est rien d'autre qu'une coutume « normalisée » confiée aux *okal*, chefs coutumiers appointés (entre 6 000 et 20 000 FD par mois) qui « votent » par paquets de bulletins. Interrogé à ce sujet, l'un d'eux m'a répondu sans rire : « Pour voter ? On attend les ordres de l'administration ! »... D'autre part, à la clôture du scrutin, un hélicoptère vient enlever l'urne pour la porter à un autre point de vote. Que ne peut-on faire avec une urne en plein ciel ?

Il y a aussi des petits cadeaux électoraux sous forme de distributions de

doura, de riz, de dattes. Sans parler des largesses en kât...

Mais il n'y a pas que ces faits qui, après tout, n'étonneront que les naïfs. Le plus grave vient plutôt du choix des électeurs — car il s'agit bien d'un choix, celui qui détermine la nationalité et donc l'inscription sur les listes électorales.

L'arbitraire de l'état-civil permet de modeler l'électorat au gré des intérêts politiques. Exemple : entre 58 et 65 le nombre des électeurs somalis augmentait de 55 % et celui des Afars — plus favorables au statu quo — de 197 %. Parallèlement, le nombre des députés à l'Assemblée territoriale passait de 15 en 1957 à 10 actuellement, pour les Somalis, et de 7 à 16 pour les Afars. Ainsi ont pu être confiés aux Afars : la présidence du conseil de gouvernement et les mandats de député et de sénateur

(tous deux UDR) représentant le Territoire aux Assemblées de la métropole.

Le gouvernement français est représenté par un haut-commissaire (Thiercy, ancien chef de cabinet de Messmer) nommé par le Conseil des ministres ; il promulgue les lois et décrets et dirige les services publics de l'Etat : communications, défense, maintien de l'ordre, monnaie, crédit, commerce extérieur, nationalité et état-civil, justice, radiotélé. Le reste relevant des autorités locales dans le cadre du statut d' « autonomie » de 1967.

Le président du conseil de gouvernement, Ali Aref, 38 ans, est aussi président du conseil d'administration de l'Electricité de Djibouti, président de l'Office du tourisme et de l'information, ministre des travaux publics et du port, président de l'Office géologique...

Outre que l'enseignement est particulièrement inadapté à la culture locale — ignorée des programmes —, il est d'une iniquité révoltante. Ainsi, les enfants peuvent, en principe, être inscrits à l'école entre l'âge de 6 et 8 ans ; or, depuis 1969, la limite-plancher a été fixée à 7 ans. Petit calcul : après 6 ans de scolarité primaire, les enfants sont, à 13 ans, atteints par la limite d'âge et, éventuellement, orientés vers un CET où ils seront rapidement décrétés « bons pour la vie active », c'est-à-dire pour le chômage...

Fait remarquable : en 1970, des ex-lycéens décident de créer « l'Association des lycéens renvoyés » ; ils organisent des cours du soir, se constituent un petit pécule et désignent deux d'entre eux pour aller suivre l'enseignement du lycée français du Caire. Leurs deux camarades obtiennent le bac avec la mention « bien ». En 71, ils renouvellent l'expérience. Cette année-là, il n'y eut que dix bacheliers à Djibouti (le premier bac du Territoire fut décerné en 1960...).

La ségrégation scolaire n'existe pas en droit : elle existe de fait par la seule répartition des écoles primaires entre les « beaux quartiers » et le « quartier ».

tenancière de comptoir

Si l'on essaie de définir la classe dominante du territoire, il faut tout d'abord préciser la nature de la présence française à Djibouti.

La dernière possession de la France en terre d'Afrique date de 1884. Elle permettait d'établir, au moins, une tête de pont commerciale entre la France de Jules Grévy et l'Afrique orientale, en particulier la riche Abyssinie. Une telle plate-forme territoriale, ouverte sur la mer Rouge et l'Océan Indien, zone de contact entre l'Afrique et l'Asie, le christianisme et l'islam, redoublait d'intérêt marchand avec l'ouverture du canal de Suez. Ce qui valait

pour Djibouti était ce qui avait valu 50 ans plus tôt pour les Anglais lorsqu'ils s'installèrent à Aden. Avec en plus la possibilité de contrebalancer la prépondérance anglaise dans cette région. La construction du chemin de fer franco-éthiopien devait ensuite affermir la vocation commerciale de Djibouti. La France s'est donc installée là-bas comme une tenancière de comptoir.

Ce colonialisme à base stratégique-mercantile dans un pays sans ressources naturelles propres, est donc différent, dans ses motivations comme dans ses conséquences, de l'exploitation et du pillage des ressources locales. Les racines de cette forme de dépendance déterminent toujours, à l'heure qu'il est, la nature de la présence française et les rapports entre la classe dominée et la classe dominante.

Celle-ci est composée d'une part d'administrateurs, de fonctionnaires et de militaires, métropolitains pour la grande majorité et Français indigènes ; d'autre part de commerçants (Arabes d'origine yéménite surtout, Grecs, Arméniens, et quelques Français) ; enfin, de quelques entrepreneurs de travaux publics et de construction (Français et autochtones).

Outre la centrale électrique, une seule industrie de transformation (fabrique de Coca-Cola) existe à Djibouti, dirigée par un autochtone et employant 300 personnes. A noter enfin l'existence des dépôts d'hydrocarbures de trois grandes compagnies pétrolières. On retiendra que les Français sont peu engagés dans la mince économie du territoire, que de très rares investissements sont venus secourir. La présence de la France est simplement à l'image de ses fonctionnaires et administrateurs envoyés pour quelques années pratiquer une politique — plutôt une absence de politique — sur l'air d' « après nous le déluge ».

C'est dans cette logique que s'inscrit l'action du FIDES (2) qui consacre la plupart de ses investissements aux grands travaux, profitables aux entre-

prises françaises. Même esprit que celui du Fonds européen de développement qui a confié ses quelques réalisations à de grandes compagnies françaises, n'employant qu'une part minime de main-d'œuvre locale. Le capitalisme a les dents plus pointues que celles — pourtant taillées — des Afars...

40 députés 1250 ouvriers

Ces réalisations spectaculaires permettent une exploitation politique à courte vue et servent le prestige du dictateur local, Ali Aref, véritable lardin des gouvernants français. Dans le même temps Aref supprime toute subvention et toute assistance à l'Association territoriale pour la jeunesse dont le directeur n'a pas bonne cour chez le président, et s'est vu contraint de réduire le nombre de ses pensionnaires — des orphelins, de jeunes désœuvrés à qui il dispense une formation professionnelle — de 300 à 70.

Dans le même temps aussi il se trouve que le service des Finances — dans un pays où la fiscalité est très réduite — dispose de trois fois plus de crédits que celui de l'enseignement, lequel dépense à peine celui des services de sécurité et pénitentiaires (police urbaine et garde territoriale, à l'exclusion de l'armée et de la gendarmerie relevant du budget d'Etat). Et ainsi de suite.

Le 8 novembre dernier les dirigeants de la Ligue populaire africaine ont envoyé aux députés et sénateurs français une lettre pour tenter — vainement — de les dissuader d'adopter un projet de loi portant de 32 à 40 le nombre des députés à l'Assemblée territoriale. Cette lettre précise notamment que la rémunération des 8 nou-

(1) Le Franc-Djibouti est rattaché au dollar. 100 FD = 2,60 franc métropolitains.
(2) Fonds d'investissement pour le développement économique et social, organe finançant les TOM.



... gardé par des légionnaires à la gâchette facile.

possible, de l'autre côté du barrage...

veaux députés en question permettrait de payer près de 250 ouvriers actuellement sans travail (ajoutons en passant que les 40 députés gagneront l'équivalent de 1.250 ouvriers). Ou encore de construire 15 classes d'école par an. « Chaque année, conclut la lettre, nombre de gens étant encore victimes de la famine et de la soif, et le forage d'un puits revenant environ à 1 million de FD, on pourrait aussi forer près de 20 puits par an. »

Cette autre question de la représentation du peuple du Territoire est des plus fondamentales puisqu'elle rejoint le problème du tribalisme. On ne peut ici retracer l'histoire agitée des antagonismes tribaux. Disons seulement que deux ethnies peuplent le Territoire, grosso modo : les Afars au nord de Djibouti ; les Somalis à Djibouti et au sud. Ces derniers se répartissent en six groupes dont celui des Issas. Physiquement, rien ne distingue les Afars des Issas qui appartiennent à la même race. Ils ont davantage de points communs qu'on veut le faire croire : même religion, même mode de vie ; bien que différentes leurs langues sont fortement apparentées. Les querelles les divisant sont uniquement d'ordre territorial. Elles relèvent de la lutte pour la survie, d'autant plus âpre que le pays est rude. Ces mêmes querelles existent d'ailleurs à l'intérieur des ethnies.

solidarité des indigènes

Déplacer la nature réelle, économique au sens le plus large, des oppositions Afars-Issas vers un antagonisme irréductible est bien le propre des faibles analyses de la classe dominante transplantée en terre africaine. Cette classe souhaite la réalité de ses désirs. Elle entretient, en la provoquant, cette division qui lui permet de régner. Dans cet esprit, elle a tour à tour, au fil des situations, favorisé une ethnologie au détriment de l'autre. Du temps où les Somalis se montraient dociles, la colonie s'appelait « Côte française des Somalis ». Quand ces derniers ont eu le toupet de revendiquer l'indépendance, un nouveau baptême a donné en 1967 « Territoire français des Afars et des Issas » : dès lors les Afars bénéficièrent de toute la considération retirée aux Somalis. Le mot lui-même de Somali est banni du vocabulaire officiel. La radio et la feuille locale ont l'ordre de ne plus l'employer. Ali

l'opium du peuple

Comme l'alcoolisme la kâtomanie est une maladie sociale. « Brouter la salade, il nous reste que ça ». Le kât est en effet la seule compensation possible à la misère djiboutienne. Cette plante se consomme à l'heure de la sieste, en groupe. L'idéal est de se réunir dans une pièce, assis par terre sur des cousins ou des tapis. Le thé doit être prêt en abondance, les boissons fraîches aussi sans oublier les cigarettes. Un brûlot à encens parfume l'atmosphère. Il est 13-14 heures. Chacun commence à brouter, détachant soigneusement les boutures et les feuilles les plus tendres des petites branches. Il faut mâcher longtemps pour se constituer une chique. La conversation s'engage. Il fait chaud ; le flot de paroles s'accélère progressivement. En 5 ou 6 heures chacun a brouté entre deux et cinq bottes de 250 g. L'effet de la plante commence alors vraiment, se traduisant par une certaine euphorie et une envie de marcher. Le kâtomane s'endort rarement avant deux heures du matin, d'un sommeil agité. Au réveil, c'est la gueule de bois, et la hâte d'entamer la prochaine séance, bien

qu'il n'y ait pas de phénomène de dépendance.

En 1960, pour avoir voulu en limiter la consommation à 3 jours par semaine, le vice-président du Conseil de gouvernement a été renversé par une motion de censure de l'Assemblée territoriale, en dépit des effets positifs constatés pendant les quelques mois de limitation : la population s'alimentait mieux ; les femmes surtout appréciaient d'avoir plus d'argent à consacrer au foyer et surtout aux enfants. Les kâtomanes eux-mêmes admettaient leur mieux-être.

Le seul, parce que le plus intéressé à se plaindre de cette mesure fut le gouvernement éthiopien. Le kât provient en effet d'Éthiopie d'où il est acheminé chaque jour par avion spécial, et pour qui il constitue une importante source de revenus. Le Négus menaçait de ne plus alimenter le territoire en légumes, et intervint directement à Paris. D'un coup de téléphone au gouverneur, le ministre des DOM-TOM mit fin à cette mesure.

Le plus curieux est que le kât figure

depuis 1956 au tableau B des substances vénéneuses par un arrêté du ministre français de la santé, arrêté qui n'a jamais été promulgué dans le Territoire... Il se consomme chaque jour à Djibouti entre 3000 et 4000 kilos de kât. 1065 tonnes en 1971 (plus 20 % par rapport à 1970), représentant plus d'un milliard de FD, soit environ 30 % de la masse globale des salaires, soit plus d'une fois et demie les budgets réunis de la santé et de l'enseignement. Cette même année, le kât a rapporté aux finances locales 187 millions de FD.

Une botte de 250 grammes est vendue 250 FD, prix qui peut monter jusqu'à 1000 FD en période de pénurie. 80 % des hommes en consommation, certains dépensant chaque mois la valeur du S.M.I.C. local.

La démagogie politicienne, elle, trouve son compte dans le kât : avant chaque élection les candidats distribuent la salade par milliers de bottes. Encourager ce « vice du pauvre », c'est bien sûr aider à supporter la misère. Le kât, c'est l'opium du peuple.

Aref va même jusqu'à demander l'appellation de « Territoire français des Afars »...

Mais la ficelle est grosse. Déjà piégés sur ce chapitre en 1949 Afars et Somalis réagissent en faisant progresser l'idée d'une nécessaire solidarité de tous les indigènes face aux intérêts européens et à leurs serviteurs. En 1946 déjà avait été créé le « Club de la jeunesse Somalie et Dankalie » (3) qui lança le slogan : « La terre est aux Issas et aux Danakil ».

En 1959 ce fut un Issa, Hassan Gouled, qui amena pour la première fois un Afar à la tête du Territoire en cédant son poste de vice-président à Ahmed Dini. En février 1972, ces deux personnalités fusionnent leurs associations respectives dans la « Ligue populaire africaine ». Nous publierons la semaine prochaine le compte rendu d'un entretien avec les dirigeants de la LPA.

En résumé, on peut dire que cette division tribale entretenue permet de masquer les véritables problèmes à la manière dont la guerre civile irlandaise est réduite à un affrontement entre catholiques et protestants alors qu'il s'agit d'une lutte de classes. Alors, au terme de ce bilan (trop partiel) (4) de 80 ans de colonialisme français, quelles perspectives s'offrent au peuple de Djibouti ? Quel sort lui réserve la France de Pompidou ?

l'attachement de la France

L'étonnant, c'est de constater sur place la nature de la présence française dans son dernier repaire africain : le côté « politique de terre brûlée » donnerait à penser que la France s'est résignée à l'idée de perdre tôt ou tard cette ultime possession, et qu'elle est d'ores et déjà prête à plier armes et bagages. Or le TFAI peut encore être précieux à de multiples égards : le port de Djibouti retrouverait un relatif âge d'or avec la réouverture du canal de Suez. Plus encore, du point de vue stratégique et militaire Djibouti est rien moins que négligeable, d'autant que la base navale de Diégo-Suarez à Madagascar pourrait être un jour menacée dans son existence. Djibouti demeurerait alors l'unique base militaire française d'intervention en Afrique. Ça peut toujours être utile dans ce continent incertain où les intérêts français sont gros.

Enfin — et c'est le plus important peut-être — l'accession du Territoire à l'indépendance pourrait gagner par contagion les autres territoires d'outre-Mer, dont deux d'entre eux au moins présentent un intérêt stratégique et économique certain : la Nouvelle-Calédonie par ses gisements de nickel, et la Polynésie française par l'existence du centre d'expérimentation nucléaire.

Accessoirement enfin ceci : Djibouti permet de justifier — au besoin par un artificiel climat d'insurrection latente — la présence de plus de 4.000 militaires, gendarmes et gardes-mobiles et de quelque 250 fonctionnaires, c'est-à-dire avec leurs familles, une population française de l'ordre de 15.000 personnes : bons Français sans doute et fiers de l'être. Cela compte aussi.

Quant aux Afars et Somalis, que sont-ils ?

— Des nègres !

L'illusion dont on veut nourrir — mal — ce petit peuple d'Afrique est la même qui nourrit — un peu moins mal — ce peuple de « métropole », et tous les autres peuples du monde dont le pays commun s'appelle Proletariat. Djibouti, territoire français... L'image me revient de cet homme — Afar ou Somali qu'importe — venu m'offrir ce proverbe sur un bout de papier : « La vérité souffre mais ne meurt pas ».

Gérard BOREL ■

(3) Dankali : autre nom des Afars ; pluriel : Danakil.

(4) Un seul ouvrage, fondamental, traite de Djibouti en profondeur : « Afars et Somalis. Le dossier Djibouti » par Philippe OBERLE (Ed. Présence Africaine).

Remarquable — nous ne nous sommes pas privés de l'utiliser. (En vente à la Librairie « TS ».)



Un groupe de mendiants : La « prospérité » en plein centre de Djibouti.

QUESTIONS A M. MESSMER

Dans une question écrite, Michel Rocard, député des Yvelines,

1° demande à M. le Premier ministre ce qui justifie l'existence autour de la ville de Djibouti d'un barrage électrifié et quelle mesure légale autorise un dispositif concentrationnaire de cette nature.

2° Des témoignages directs permettent d'affirmer que dans la seule période du 12 au 19 décembre 1972, 4 habitants du Territoire français des Afars et des Issas ont été tués par balles alors qu'ils essayaient de franchir ce barrage. Combien d'autres personnes ont-elles été tuées dans les mêmes conditions au cours de l'année 1972 ? Une enquête a-t-elle été faite ? Des poursuites sont-elles en cours contre les militaires français responsables de ces meurtres ?

3° Des nouveaux renforts de troupes équipés d'hélicoptères et d'armes anti-guérilla ont été acheminés vers Djibouti ces derniers jours. Cela veut-il dire que pour les Afars et les Issas la visite du président de la République doit se traduire par des morts comme ce fut déjà le cas en 1966 pendant la visite du général de Gaulle ?

4° Quels intérêts peuvent justifier que la présence des ressortissants français dans le Territoire des Afars et des Issas ait pour objet une répression aussi brutale, s'ajoutant à l'effroyable misère dans laquelle la population est maintenue ?

D.R.

Solidarité avec le Vietnam

URGENCE

Le peuple vietnamien est un, le Vietnam est un. Cette vérité première rend Nixon complètement fou. Car l'impérialisme n'a pas encore admis que ce peuple, du nord au sud, veuille s'unifier à nouveau et vomisse l'agression étrangère. Alors, à Washington, on continue de faire en sorte qu'il y ait deux Vietnam : un bon et un mauvais, les deux étant de toute façon martyrisés puisque les deux résistent.

A SAIGON, un féroce dictateur opprime de plus en plus la population pour mieux servir ses maîtres étrangers. Pour les combattants, rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté ; pour le fantoche Thieu, rien n'est plus redoutable, puisqu'il doit son existence au Pentagone et ne règne que grâce à ses flics et ses camps de concentration. Autant dire que la reprise des négociations de Paris doit être analysée avec prudence. L'optimisme de nombre d'observateurs en octobre et au début de novembre n'était pourtant pas totalement injustifié : car Nixon avait bel et bien accepté un projet d'accord consacrant l'unité du Vietnam et donnant à terme aux révolutionnaires le pouvoir qui doit être le leur. La suite n'a été que trahison, reniement, et enfin assassinat. L'impérialisme ne comprend que la force : il l'a rencontrée dans le ciel de Haiphong et de Hanoi. Mais Nixon n'a pas encore plié et sa caricature saigonaise continue de piaffer de joie car son pouvoir se nourrit de sang.

Un plan absurde

Que cherchent les Américains ? A obliger Hanoi — seul gouvernement légitime du Vietnam (tout entier) depuis 1945 — et le GRP — gouvernement provisoire de la zone sud du Vietnam — à admettre qu'il existe deux pays, deux Etats, avec une frontière au milieu, et, dans ce plan-là, qu'il y a à Saïgon un régime légal, celui de monsieur - le - président - de - la - République - du - Vietnam - du - Sud Nguyen Van Thieu, qui exercerait sa

souveraineté — ni plus, ni moins — sur l'ensemble du Sud. Voilà qui est comique, si l'on peut dire...

Une telle stratégie en revient à effacer le rôle historique et politique des dirigeants qui ont proclamé l'indépendance du Vietnam en 1945 ; elle en revient à effacer les accords de Genève que les Américains, il est vrai, ont chaque jour violé depuis leur signature en juillet 1954 ; elle en revient à nier le combat du Front national de libération et du gouvernement révolutionnaire provisoire ; à écraser aussi les forces urbaines et rurales formant ce qu'on appelle la troisième composante ; à légaliser le régime fantoche inventé par Washington ; à légaliser aussi — outre son système concentrationnaire — ses récents « décrets » muselant la presse, créant de nouveaux impôts, et enfin interdisant les mouvements d'opposition.

Il faut être à la fois totalement pervers comme l'est Nixon et aussi englué que lui dans les pires méthodes d'intervention impérialistes pour croire une minute qu'un tel plan peut être imposé aux Vietnamiens. Autant tenter d'imposer Chang Kai-shek aux communes populaires.

Les Vietnamiens sont d'autant plus prudents que les Américains profiteront des moindres failles des accords pour tenter d'imposer une fois encore au Sud leur volonté, et s'infiltrer dans cette moitié de pays avec leurs agents, leurs fantoches locaux, leurs moyens de corruption, leur matériel militaire, leurs « conseillers ». Les Vietnamiens, connaissant par cœur le caractère intrinsèquement vicieux de leur adversaire, ont tout intérêt à colmater à l'avance toutes les possibles brèches. On n'en est pas là du tout. Aujourd'hui,

le risque demeure bien présent d'une nouvelle escalade encore plus sanguinaire. L'agresseur, qui est à la fois vert de rage et malade de puissance et de richesse, « suspend » les raids de terreur contre les villes (tout en continuant à mitrailler le reste de l'Indochine) : ce qui signifie qu'il peut les reprendre quand bon lui semble, sur n'importe quel objectif. Nous voici donc en face d'un cas tout désigné pour le tribunal de Nuremberg.

Or, devant cet exemple flagrant de crime de guerre, et alors que Debré félicite « nos » troupes néo-colonia-

Solidarité matérielle

Les Américains détruisent les hôpitaux (celui de Bach-Mai, dans Hanoi, vient d'être rasé), les dispensaires, les infirmeries, le matériel sanitaire. En quelques minutes, des centaines de millions d'installations, de médicaments, peuvent être volatilisés par les B-52 de Nixon.

Au Sud, les services sanitaires du GRP sont eux aussi attaqués. Les besoins sont également immenses dans les zones libérées du Cambodge et du Laos.

Un bombardement peut tuer sur le coup, mais des milliers de vies sont ensuite en danger si manquent les appareils de radio, les médicaments, les trousseaux chirurgicaux, etc.

Que les militants se mobilisent, qu'ils collectent dans leurs familles, dans leurs entreprises, chez leurs voisins et amis.

L'Association médicale franco-vietnamienne (13 rue Payenne, Paris 3^e) organise efficacement l'aide aux Indochinois.

Adresser les versements à A.M.V.F., C.C.P. 40-70 Paris.

listes du Tchad, Pompidou et Schumann se taisent. Car leur « souci d'efficacité », nul n'y croit. Et, quand le crime est déjà commis — et il a duré douze jours — lorsque Pompidou « regrette », il ne nomme même pas les Etats-Unis, même pas les attaques contre les villes ! Il aurait « écrit » à Nixon : alors, si c'est vrai, qu'il publie ses lettres ! On verra bien ce qu'elles disent. Après tout, elles ont été envoyées en notre nom aussi ! Et nous avons le droit de savoir si nous avons été — par son intermédiaire — complices des gangsters de Washington ! Brandt, lui, à Bonn, n'a même pas regretté : cet ancien anti-nazi ne se soucie guère des crimes nazis lorsqu'ils sont commis contre des Jaunes et contre la révolution. Après tout, ce socialiste de pacotille est le meilleur gestionnaire que le capitalisme allemand ait jamais eu.

Nixon et sa bande de complices plus ou moins tacites doivent être isolés au maximum et il serait de fort mauvaise stratégie que de desserrer l'étau,

de lever la pression, sous prétexte que l'on négocie à nouveau et que les hôpitaux de Hanoi ne sont plus bombardés. C'est au contraire maintenant que doit s'intensifier le mouvement, sur les Américains bien sûr, mais surtout sur les autorités dont nous dépendons. On ne peut espérer voir Messmer se transformer en Palme et descendre dans la rue et faire signer des pétitions anti-impérialistes.

Mais il faut multiplier les gestes CONCRETS, et d'abord aider financièrement les Vietnamiens et ceci au maximum. Il faut déjouer les manœuvres CONSCIENTES du pouvoir qui visent à empêcher la solidarité de combat avec les Vietnamiens. Un exemple ? Le mercredi 3 janvier, Arthur Conte, PDG de l'ORTF, ancien député UDR, a eu le culot de déclarer à la télévision que les ouvriers (il les connaît !), revenant d'une « dure journée de travail » avaient besoin d'un « plage » de trois heures de « distractions » sur leur écran, et non pas une fois encore d'informations sur « la guerre du Vietnam » ! Cela a été dit !

Voici un exemple tout chaud, tout officiel, et tout puissant de complicité avec Nixon. Pour ces gens-là, le peuple n'a pas plus à s'occuper de la gestion des entreprises que de la lutte anti-impérialiste (les deux se confondent plus que beaucoup le croient et le spectre de 68 — de ce 68 tout droit né de la lutte aux côtés des Vietnamiens — hante la bourgeoisie et le réformisme).

Veulerie et conscience

La réponse à apporter est claire : tout en aidant concrètement les Vietnamiens, il faut bombarder de questions et de pétitions non pas l'ambassade des Etats-Unis (qui s'en moque) mais le pouvoir français, l'ORTF et les périphériques qui dépolitisent consciemment. M. Conte, nous parlerons du Vietnam, nous agirons contre vous et pour les Vietnamiens, dont les thèses doivent être connues, expliquées, répandues, soutenues. Certes, M. Conte, les travailleurs ont de « dures journées » mais la journée de demain, dans cette société capitaliste répressive, risque d'être plus dure encore si l'aide aux Vietnamiens ne joue pas à fond, tant il est vrai que, partout, c'est un même combat qui se mène. Ce qui se passe au Vietnam c'est, côté meurtre, le reflet de notre veulerie collective, et côté résistance, notre conscience. Jamais choix n'a été aussi simple à faire. Mais attention : il y a urgence, extrême urgence.

Jacques Rennes ■

Palestiniens : un double front

Que deviennent les Palestiniens ? La recrudescence des crimes américains au Vietnam a détourné l'attention du Proche-Orient, où la situation, si elle n'est pas explosive, n'en demeure pas moins tendue. Après le « coup » de Bangkok, et au moment où, au Caire, Anouar el Sadate cogne sur ses étudiants, notre correspondante à Beyrouth fait le point.

A Bangkok, la Résistance palestinienne essaye, une fois de plus, d'alerter l'opinion internationale. Les « bons offices » du gouvernement égyptien, soucieux de « respectabilité », font échouer l'opération.

Au Caire, les étudiants de gauche font savoir vigoureusement qu'ils rejettent la politique attentiste du président Sadate. Ils exigent l'engagement réel de leur pays aux côtés des Palestiniens, pour libérer la Palestine et le monde arabe de l'occupation israélienne.

Plus que jamais, le combat des fedayin, au-delà de la lutte de libération nationale, cristallise la volonté de tous les peuples de la région de vaincre l'oppression conjuguée des impérialismes américain et sioniste — et des bourgeoisies locales.

Au cours de cette année 73, et pour longtemps encore, la Résistance palestinienne mènera sa lutte sur le double front international et arabe. Les fedayin devront déjouer les complots visant à leur liquidation. Ils auront aussi à ébranler la confiance qu'ont les Israéliens, leurs alliés, voire toute une partie de l'opinion mondiale, dans l'irréversibilité de la situation.

Les plans visant à liquider la Résistance palestinienne prétendent tous avoir la paix pour objectif. Certains, les plus élaborés, bénéficient même de la caution de l'ONU

et du parrainage des « 4 Grands ». La paix, cela veut dire « pacifier » la région à coups de matraques, la nettoyer de ses éléments « subversifs », dont le crime est de revendiquer le droit à l'existence.

La paix, c'est la paix pour Israël, pour l'aider à consolider ses dernières conquêtes, et l'encourager dans sa politique d'expansionnisme et de terrorisme.

Car Israël est né et se maintient par le terrorisme et certains gouvernements, dont le gouvernement français ne s'en émeuvent guère : à Paris, Mahmoud El Hamchari se débat encore contre la mort sur un lit d'hôpital et tout laisse penser que ce crime sioniste restera impuni. Quant au parti socialiste, il s'apprête à accueillir avec faste Mme Golda Meir...

Pourtant, les fedayin ne sont pas partout incompris : au cours du congrès palestinien qui s'est tenu récemment à Beyrouth, les révolutionnaires du monde entier ont manifesté leur soutien à la Résistance palestinienne, et décidé de lutter à ses côtés contre l'ennemi impérialiste commun.

Dans le monde arabe, le combat palestinien est toujours tributaire d'une double réalité : plus que jamais, les fedayin auront à résister aux tentatives de liquidation, politique et physique, de la plupart des gouvernements arabes.

Ils devront par ailleurs reconstituer leur capacité d'intervention pour éviter l'oubli, la démobilisation, voire la désagrégation.

Depuis septembre 70, les Palestiniens condamnés à mort par le roi Hussein, ont dû abandonner toutes leurs bases en Jordanie. Récupérer le front jordanien est donc un des objectifs de la Résistance palestinienne : sa réalisation passe par le renversement de l'actuel régime d'Amman.

Au Liban, l'enjeu est moins dramatique, mais tout aussi décisif : le gouvernement libanais, s'il n'assassine pas purement et simplement les fedayin, à l'instar d'Husseïn, est tout de même déterminé à les museler. La volonté de liquidation — si elle n'est pas physique — est en tout cas politique.

L'Egypte, poursuivant sa politique de « ni guerre, ni paix », marque clairement où sont les limites de son soutien.

Reste la Syrie, seul pays arabe à ne pas céder à la pression israélienne et à refuser tout compromis ou négociation. Depuis des mois, l'armée syrienne riposte aux attaques périodiques d'Israël. Et c'est sur le Golan que se maintient, pour la Résistance palestinienne, le seul front où elle peut encore intervenir directement contre Israël.

Nidal FALASTINE ■

● Rive de Gier : 257 grévistes depuis 5 semaines

Rive-de-Gier, petite ville de vieille industrie de la vallée du Gier, à l'extrémité de cette rue d'usines longue de près de 50 km et dont Saint-Etienne est le centre. Après avoir été un centre très actif de houillères, Rive-de-Gier, ville noire où les fumées crachent sans arrêt leurs oxydes noirs ou oranges, est le lieu d'une grève qui dure depuis cinq semaines et dont, bien sûr, la grande presse ne parle pas.

257 ouvriers sont en grève à l'usine Cégédur, usine qui appartient au plus grand groupe industriel français, né de la fusion Péchiney et Ugine Kuhlmann et qui comprend des usines ou mines réparties sur tout le territoire français et même à l'étranger : Espagne, Grèce, Hollande, Togo... Ce capitalisme se porte bien, merci.

L'usine Cégédur de Rive-de-Gier emploie 410 personnes, 300 ouvriers (dont la moitié d'OS et moitié OP) et une centaine de mensuels (employés, agents de maîtrise, cadres). Ces ouvriers travaillent par postes et l'usine est spécialisée dans la transformation de l'aluminium en tubes, profils divers, barres. On ne peut être le groupe français le plus puissant sans pour cela que les ouvriers profitent des avantages de cette puissance (histoire connue...). C'est ainsi que beaucoup d'OS gagnent 1 000 F, 1 100 F seulement par mois, toutes primes comprises. En plus, le travail n'a rien d'une partie de plaisir et les cadences ne sont pas moins dures que dans d'autres entreprises : la production a augmenté de 20 % cette année et ce, malgré les réductions d'effectifs et d'horaire. Il arrive assez souvent qu'un pontonnier soit rive quatre heures de suite aux commandes de sa machine sans pouvoir s'absenter pour besoins naturels.

Dans cette entreprise, trois syndicats sont implantés : la

CGT qui représente environ 60 % du personnel, la CFDT 30 %, la CFTC 10 %.

Le conflit démarre le 5 décembre quand, las des dérobades du directeur local, les délégués CFDT lancent l'idée d'une grève, idée reprise par la CGT et ensuite par la CFTC. Les ouvriers du poste de midi arrêtent le travail en signe d'avertissement. Le lendemain, les mêmes ouvriers ne travaillent que de 4 à 8 h du matin puis cessent définitivement le travail. Les autres postes rejoignent la grève, mais les mensuels, malgré leurs promesses, restent à l'écart, ce qui motive la décision prise par les travailleurs de ne pas faire de piquet de grève et de ne pas occuper l'usine afin de ne pas tomber sous le coup d'atteinte à la « liberté » du travail.

thèmes unitaires

Les revendications principales : suppression du règlement intérieur ; incorporation de la prime individuelle dans le salaire ; 50 centimes d'augmentation pour tous (et par la suite, paiement des jours de grève). On ne peut que constater que les thèmes retenus par les ouvriers sont des thèmes unitaires et qui rejoignent ceux que les conflits récents ont mis en avant.

Comment est menée la grève ? Chaque matin, AG de tous les travailleurs, qu'ils soient syndi-



CEGEDUR (RIVE-DE-GIER). Des hommes, pas des esclaves.

qués ou non, où les délégués syndicaux communiquent les informations, font part de l'état des discussions avec la direction, où les travailleurs prennent les décisions et organisent leur grève, décident de prendre contact avec les autres usines du groupe (Issoire, dans le Puy-de-Dôme, le Bourget, dans la région parisienne...) mettent sur pied des actions de popularisation (défilé pendant le marché...). Chaque matin, ce sont 150 travailleurs au moins qui sont présents à la Bourse du travail.

Le comité de soutien : Il a été créé le 15 décembre à l'initiative des camarades de la section PSU de Rive-de-Gier qui en ont discuté avec les délégués syndicaux de l'entreprise. L'acceptation allait de soi pour la CFDT, quant à la CGT, elle manifesta son accord, le plus dur pour elle étant de le faire avaliser par les militants de l'Union Locale, également militants du PCF pour la plupart. On connaît la position du PCF sur les comités de soutien et un an auparavant, ni la CGT, ni le PCF ne s'étaient manifestés au Comité de soutien pour les Forges Stéphanoises de l'Horme (10 km de Rive-de-Gier). Mais cette fois-ci, les militants de l'union locale CGT furent bien obligés d'avaliser la décision de la CGT de l'entreprise. Faire le contraire aurait placé l'union locale dans une fâcheuse position. A partir du moment où la CGT accepta la création du comité de soutien, comme par hasard, les militants locaux du PCF l'acceptèrent aussi.

Le comité de soutien comprend donc les trois unions locales des syndicats : CGT, CFDT, CFTC, FO Métaux (très minoritaire), Agriculteurs en lutte (jeunes animateurs du CDJA), le PC, le PS (par un unique représentant), le PSU, le SNES (que l'on n'a d'ailleurs pas vu durant toutes les vacances de Noël), le SGEN-CFDT, le SNE-TP-CGT.

Pendant les premiers jours, le

PC et la CGT essaieront de freiner le rôle du comité de soutien, mais nous réussirons à débloquer cette situation, appuyés en cela par les grévistes de Cégédur. C'est ainsi que le comité de soutien répondra au double but qu'il s'est fixé : populariser la lutte des ouvriers de Cégédur et leur apporter un soutien financier et politique.

un défilé de 1500 travailleurs

Les collectes chez les commerçants de Rive-de-Gier, dans les quartiers et auprès des autres travailleurs furent entreprises. Un meeting, préparé un peu hâtivement, réunit 200 personnes environ le vendredi 22 décembre, tandis qu'un bal organisé le lendemain permit de rapporter 6 000 F. Mais c'est surtout dans la semaine du 25 au 31 que le rôle du comité de soutien devint plus important et que la solidarité s'étendit. Le vendredi 29, un débrayage de 2 heures organisé par les 3 unions locales fut assez largement suivi dans l'ensemble. Une manifestation de 1 500 travailleurs défila dans les rues de la ville, longea la place du Marché et déposa finalement des motions à la Chambre patronale. Les collectes s'étendirent aux autres localités de la vallée : Lorette, Grand-Croix, Saint-Chamond, où grévistes de Cégédur et membres du comité de soutien (parmi lesquels nos camarades du PSU furent très actifs) quêterent ensemble tandis que des agriculteurs collectaient dans les villages environnants montrant concrètement que la solidarité paysans-ouvriers n'est pas un vain mot quand les agriculteurs ont compris que l'ennemi commun est le capitalisme qui, par ses grands magasins, ses entreprises coopératives ou privées font de jolis bénéfices sur leur dos.

Où en est la grève actuellement ? 5 semaines, ça commence à devenir long et les travailleurs ont passé de bien belles fêtes avec un porte-monnaie qui ne se regarnissait pas. Ils ont ainsi pu apprécier les bons vœux de Pompidou. Cependant, les 50 000 F récoltés vont être distribués sous peu aux grévistes.

Le directeur local, M. Roux, le type de patron borné, qui n'admet pas que ses ordres soient discutés, qui n'admet pas que « ses » ouvriers osent s'opposer à lui, M. Roux, le type même du représentant obéissant du capitalisme, a, dans ses contacts avec le comité de grève, toujours refusé de céder quoi que ce soit. Il n'a admis que la suppression du règlement intérieur. Il ne propose toujours que 0,50 % d'augmentation, une miette que les grévistes repoussent parce que c'est une augmentation ridicule et surtout parce qu'elle ne correspond absolument pas à leur revendication unitaire. Les autres usines du groupe, après deux grèves de solidarité de 2 heures, envisagent une grève de soutien de 24 h. La CFDT a prévenu très vite ses autres sections d'entreprise, la CGT semble moins pressée.

la proposition du PSU

La proposition des camarades PSU, qui a rencontré l'accord des grévistes, consiste maintenant à étendre l'information et la solidarité à la ville de Saint-Etienne et aux entreprises de la région. C'est ainsi que des comités de soutien vont se créer à Saint-Etienne et à Saint-Chamond avec des représentants du comité de grève. Les entreprises des environs, quand à elles, vont prendre en charge la solidarité et envisagent des débrayages de solidarité avec les travailleurs de Rive-de-Gier.

Le 3 janvier, la réunion extraordinaire du comité d'établissement n'a duré qu'un quart d'heure ! Le temps d'une communication du directeur sur la « situation alarmante de l'usine » (celui-ci est parti immédiatement après en claquant la porte).

Le lendemain jeudi 4 janvier, une commission de conciliation convoquée sur l'initiative du directeur du Travail et de la Main-d'Œuvre s'est soldée elle aussi par un nouvel échec. La direction table sur la misère des travailleurs ; mais qu'elle prenne garde, la colère monte dans la vallée du Gier.

Correspondance ■

● objecteurs

« Aux arbres citoyens ! » : c'est pas une nouvelle feuille écologique. Enfin, pas directement. C'est un bulletin de liaison des objecteurs de conscience de l'Ouest qui ont refusé d'être affectés à l'Office National des Forêts (O.N.F.). Bulletin de liaison avec des nouvelles de toute la France contact : CSOC de Nantes, 57, rue des Hauts-Pavés, 44000-Nantes (bimensuel, 80 centimes le numéro, 6 F l'abonnement).

● combat réunionnais

Le journal des travailleurs réunionnais en France traverse une période difficile. Il a besoin d'être

soutenu et encouragé. Il s'appelle « Combat réunionnais » et contient tout plein d'informations intéressantes sur les problèmes de ces exilés que sont les travailleurs réunionnais en France. Abonnement un an, 10 F - B.P. 54, 92270-BOIS-COLOMBES.

● meaux : mutation - répression

Suite : La section P.S.U. de Meaux nous demande de préciser que c'est à la suite d'une dénonciation du directeur du F.J.T., membre de la commission des affaires sociales de Meaux, que Christiane Doreau, membre du comité provisoire des résidents, a été mutée pour avoir distribué un tract exigeant le relo-

gement des travailleurs immigrés. La mobilisation continue à l'intérieur du foyer et sur l'agglomération.

● Honeywell-bull : non-programmé

Honeywell-Bull est en grève dans la région parisienne depuis plus d'un mois. Revendication avancée : augmentation du pouvoir d'achat, comme chez Bertin en novembre dernier.

Le 3 janvier le conflit s'est étendu aux divers centres de province

sous la forme de grèves de 24 h reconductibles chaque jour. T.S. aurait aimé vous en dire plus sur ce conflit qui paraît important, mais les copains de la Bull ont oublié de nous tenir au courant. On compte sur eux pour la semaine prochaine.

● mons . 36 éducateurs pour le travail en équipes

Après l'IMP de l'Orne et celui de Haillan, près de Bordeaux (« TS » 560) et toujours pour les mêmes rai-

sons : l'impossibilité de réellement soigner les inadaptés, le personnel d'un nouveau centre pour débilés profonds, le Centre médico-pédagogique de Mons, près de Toulouse est en grève illimitée.

● Centre médico-pédagogique et professionnel de Mons, 140 enfants débilés profonds, 30 adultes handicapés, 65 employés, 38 éducateurs.

● 36 éducateurs en grève illimitée. Leur revendication : travailler en équipe et mettre fin aux licenciements de ceux qui avalent la même revendication. Respect du droit syndical.

● Une grève pour autre chose que le salaire : au lieu de faire des prétendus « débilés » de la main-d'œuvre à bon marché obéissante et docile, leur permettre de s'exprimer, de s'exprimer.



● grands magasins, rayon "personnel"

Les grands magasins en période de fêtes. Chaque année, ça recommence... du sous-sol au 5^e étage, pour le commun des mortels, c'est la course aux cadeaux pour tout ce qui compose l'arbre généalogique de la famille. Le tout acquis au prix d'une course effrénée dans des magasins surchauffés. Il y a beaucoup de monde, trop de monde, et sans doute vous est-il arrivé de pester contre les employés qui ne vous servent pas assez vite... Pour une fois, c'est au rayon du personnel que nous allons faire un tour.

LES vendeurs sont classés en six catégories, chaque postulant suivant son genre ou sa « cote d'amour » : selon que vous êtes pop ou « genre prolo », vous serez affecté aux produits de luxe, à la mode, au bricolage, ou aux poudres à laver et papiers hygiéniques ! Le salaire en conséquence, suivra le mouvement.

Les travailleurs immigrés, eux, sont relégués aux sous-sols pour la manutention. Pas question de les affecter aux livraisons, que dirait la clientèle ?

la guelte

Le salaire moyen d'un vendeur de grand magasin s'élève à 800 F brut. Il peut s'élever à 1 100 ou 1 700 F, selon que le pourcentage sur les ventes par rayon (la guelte) est plus ou moins fort, en fonction des prix des articles vendus. Plus le prix des articles est bas, plus la guelte est forte, plus le prix est fort, plus la guelte est basse.

A la Samaritaine, le salaire fixe est de 600 F; les employés sont « propriétaires » de deux parts mensuelles (soit 224 F) répartition des bénéfices — don testamentaire du fondateur —, ce qui donne un salaire minimum de 824 F, le reste étant basé sur le pourcentage de guelte.

Voilà pour les salaires. Imaginez maintenant une vendeuse, seule avec des enfants. Que peut-elle faire pour s'en sortir en fin de mois ? Le joli nom

« d'étoiles filantes » cache une réalité sociale peu souriante... Histoire d'augmenter les salaires, les grands magasins ferment de plus en plus tard, en fin de semaine ou pendant les périodes de fêtes. On donne à ces opérations les noms poétiques de « Nocturnes » ou « Super-Nocturnes »... ce qui est peut-être bien pour le « cochon de payant », mais qui n'est pas du goût du personnel, obligé de rester après une journée pénible et de rentrer tardivement à la maison. La vie de famille, pour la moitié du personnel, est ainsi gravement menacée.

Dans les succursales de banlieue, on demande même, en plus, de travailler le dimanche matin. En 1972, Noël et le Jour de l'An tombant un lundi, le personnel a même été « invité » à travailler le dimanche toute la journée.

Autres « innovations sociales » :

— Des cours de formation sont prévus, ils ont déjà débuté et sont sans aucun rapport avec la réalité de la vie, donc parfaitement inutiles pour les employés (utiles peut-être pour les patrons). Le personnel quant à lui, souhaiterait suivre des cours de formation en vue d'une reconversion dans d'autres secteurs d'activité : certains signes donnent à penser que la vie des grands magasins est menacée à plus ou moins longue échéance...

— La promotion « vacances d'hiver » : elle se fait essentiellement pendant la période des

fêtes. Conséquence : une vendeuse ou un vendeur pour trois rayons. Alors, ne vous étonnez plus si vous avez des difficultés à être satisfaits. Les sports d'hiver, pendant une semaine redonneront force et vitalité à deux employés sur trois, le troisième fera du slalom entre les rayons et n'aura même plus la force de profiter des bienfaits de la montagne... s'il y va !

Le personnel supplémentaire que vous rencontrerez est alors composé d'« extras » (étudiants engagés à la journée pour 45 F). Ils sont bien gentils, mais manquent de compétence évidemment.

— En dehors de l'heure du déjeuner, le temps de repas est d'une demi-heure dans la journée (deux fois 15 minutes) au cours de laquelle on a le droit de s'asseoir.

— La vente extérieure (c'est-à-dire les étalages où l'on écoule en soldes les marchandises invendables), c'est la punition infligée aux indisciplinés (les syndiqués, les rouspéteurs, les fortes têtes), ceux qui osent ouvrir les yeux, au lieu de les fermer ! Les vendeurs, en plus d'être exposés à toutes les intempéries et courants d'air, sont obligés de calculer eux-mêmes le montant de leur chiffre de vente et taux de guelte.

actions syndicales

Les délégués syndicaux sont soumis, comme dans toute en-



LES DEMOISELLES DES MAGASINS. Derrière le sourire, l'exploitation.

treprise, au coup de l'intimidation. Leur salaire est inférieur de 30 % à celui d'un simple vendeur.

Pour éviter ces empêcheurs de vendre en rond, on engage du personnel docile et policé en s'adressant à des établissements religieux.

Les grands magasins, pour leurs opérations promotionnelles, périodes de fêtes, semaines spéciales touristiques, ainsi que pour les démonstrateurs, font appel à des organismes d'intérim. Ces « extras » ne font que passer et bien sûr ne sont pas syndiqués.

Une autre catégorie vient grossir ces « inorganisés ». Ce sont les démonstrateurs employés d'une marque (parfums, électro-ménager, vêtements de luxe Cardin, Dior...). Les grands magasins sont des loueurs d'espace, les marques apportant leur propre matériel (stands, documentation) et leurs propres vendeurs. Ceux-ci ont trois patrons sur le dos : le leur, le directeur du magasin, le chef de rayon, qui a tout pouvoir sur les deux autres pour faire virer une démonstratrice si elle n'est pas à son goût ! Vive les petits chefs !

Donc, on se rend bien compte que l'action syndicale est très difficile à mener dans de telles entreprises où l'on s'emploie à diviser les travailleurs. Résultat : 6 à 10 % d'employés sont syndiqués dans l'ensemble de la profession (à Paris, on compte 15.000 employés).

Le gouvernement a mis tout en œuvre pour faciliter la tâche des directions des grands magasins : primes de décentralisation pour installations en grande banlieue, dégrèvements fiscaux. C'est ce que l'on appelle la politique de desserrement pour la décentralisation.

Mais si le gouvernement vient en aide à ces pauvres capitalistes qui ont bien des ennuis, ces « pauvres capitalistes » ont bien des ennuis avec leur personnel qui ose réclamer, contester, discuter !... Mai 68, les grands magasins veulent bien récupérer pour faire de « bonnes affaires » avec les jeunes, mais ils n'acceptent pas que le personnel réfléchisse et avance des revendications pour de meilleures conditions de travail, des grilles de salaires équilibrées, le droit au temps de loisirs et à l'accession à la culture populaire, l'aménagement des horaires, une équitable répartition des bénéfices et un contrôle des dépenses publicitaires. Le contrôle ouvrier, attention, méfiance ! C'est peut-être « pour décider demain », comme ils disent au PSU !

Clients des grands magasins, vous achetez « les yeux fermés » et vous savez « qu'il se passe toujours quelque chose aux Galeries Farfouillettes »... satisfaits que vous soyez ou remboursés. Il est bon pourtant d'ouvrir parfois les yeux sur ce qui se passe au rayon méconnu de « personnel des grands magasins ».

Françoise Claire ■

● expulsion : la victoire de 5 immigrés

23 décembre, avant-veille de Noël. Pas de trêve des confiseurs pour la police de M. Marcellin : à la suite d'un contrôle de police, 5 ouvriers immigrés sont frappés d'une mesure d'expulsion. Ils ont 8 jours pour faire leur valise.

Ces travailleurs ont pourtant un domicile régulier, un emploi fixe, et ils cotisent à la Sécurité sociale. Mais ils n'ont pas de carte de travail, parce que leur patron a « omis » de faire les démarches nécessaires. Trois d'entre eux refusent l'arbitraire et entament une grève de la

faim, après avoir pris contact avec « le Comité de Défense des droits et de la vie des immigrés ».

Pour assurer leur sécurité, la C.F. D.T. accepte de les protéger et de les abriter dans ses locaux. Après 6 jours de grève, comme à Valence, le pouvoir a dû reculer, et a accordé aux trois ouvriers tunisiens un délai de trois mois pour leur permettre de régulariser leur situation.

« Nous sommes très contents de cette victoire — ont déclaré les trois grévistes — mais il faut élargir le mouvement et nous appelons tous les camarades dans la même situation que nous à venir nous voir pour qu'il y ait d'autres victoires. Nous appelons tous les Français à soutenir ces luttes. »

Des centaines et des centaines de travailleurs immigrés sont effectivement menacés, du jour au lendemain, d'expulsion, depuis qu'existe la circulaire scélérate Fontanet-Marcellin. Le Comité de Défense assure une permanence tous les jours : 87, rue Myrha, Paris (18^e). ■

● Lyon : I.B.M. occupé

Mercredi 3 janvier, une quarantaine de militants PSU de la Fédération du Rhône ont envahi les locaux de la direction régionale IBM à Lyon.

Pourquoi cette occupation ? IBM est une des entreprises américaines qui tire des profits énormes de la guerre du Vietnam. Non seulement Nixon lui donne des subventions, mais IBM vend du matériel pour l'équipement électronique des bombardiers qui ont déversé en quelques jours l'équivalent de deux bombes d'Hiroshima sur les habitants d'Hanoi.

De plus, IBM veut, par sa puissance, imposer au monde entier une domination économique intouchable.

Partout où il se trouve dans le monde un intérêt américain, nous devons le considérer comme un

ennemi et le combattre. Et notre action ne doit pas être seulement un soutien verbal. Elle ne peut plus se limiter aux manifestations promenades lorsque l'agression américaine contre le peuple vietnamien atteint les sommets de la sauvagerie.

C'est pourquoi, toucher concrètement les intérêts économiques de l'impérialisme américain en France est devenu une riposte nécessaire dans la solidarité de lutte entre le peuple français et le peuple vietnamien.

le déroulement de l'opération

Occupation du bureau du directeur régional, diffusion d'un tract d'explication au personnel, dans les bureaux, discussions.

A l'extérieur, dans toute la ville,



d'autres militants diffusaient à la même heure un tract d'explication de l'action.

Les employés d'IBM ont d'abord été surpris mais certaines discussions ont été fructueuses. Pourquoi IBM France emploie-t-il 600 personnes dans sa division militaire ? Côté direction, refus d'envoyer les télégrammes à Nixon, à la Direction américaine d'IBM, à l'ambassade des U.S.A. L'occupation durera jusqu'à l'envoi des télégrammes et à l'arrivée des journalistes, l'action sera expliquée.

Ce n'est qu'un nouvel avertissement à l'impérialisme américain. D'autres actions suivront, jusqu'à la victoire du peuple vietnamien. ■

● la longue marche du Larzac

On a plutôt mal terminé l'année sur le Larzac. Profitant de la trêve des confiseurs, la presse locale rendait public le 28 décembre (fête des Saints-Innocents) un arrêté du préfet de l'Aveyron, daté du 26 décembre, dans lequel on pouvait lire que l'Etat « avait déclaré d'utilité publique l'acquisition par l'Etat, au besoin par voie d'expropriation, de terrains bâtis et non bâtis d'une superficie de 13.700 hectares environ, situés sur 14 communes en vue de l'extension du camp du Larzac pour les besoins militaires ».

Et voilà ! C'est fait, jusque-là on avait essayé de blouser les paysans du Larzac en leur promettant des emplois, l'aménagement de la région... On n'est pas arrivé à les persuader.

On a également fait semblant de les écouter en désignant une commission d'enquête, qui a publié un chef-d'œuvre. On peut lire dans son rapport : « Il n'est pas prouvé que la présence d'unités plus nombreuses (sur le Larzac), dotées d'un armement moderne, n'attirera pas certains touristes ». Tel quel : une revue du 14 juillet non stop ! Affirmer des choses pareilles, ça fait rigoler du côté de La Cavalerie, où on n'a encore jamais vu les manœuvres militaires se dérouler comme les matches de football, à guichet fermé. On rigole, mais finalement cette commission d'enquête a surtout travaillé à donner « objectivement » raison au gouvernement, c'est tout simplement déquellasse dit-on sur le Causse. Depuis des mois les paysans du Larzac, soutenus par toute la région clament : « Nous garderons le Larzac ». Maintenant ils savent que face à la détermination de M. Debré, à la décision du préfet de l'Aveyron, il faut que leur action monte de plusieurs tons. On conteste le préfet devant les tribunaux sans trop y croire.

La situation devient alarmante. Dimanche 7 janvier, vingt-cinq tracteurs qui pourraient bien être ceux de la dernière chance, ont quitté le Larzac. Pilotés ou accompagnés par quelques dizaines d'agriculteurs, soutenus par de nombreuses organisations (dont le P.S.U.). Ils « montent » à Paris, comme on dit chez eux, pour remettre une lettre à Pompidou. Quelque 800 km de manif ! Un tracteur ça va moins vite que le Tour de France. Autant dire que ce cortège ne passera pas inaperçu. Surtout que dans chaque département traversé, la propagande

est faite, que ce soit par les comités d'action Larzac, que par le P.S.U. ou d'autres.

La longue marche du Larzac c'est l'affirmation de la volonté de vivre d'une région et nous en sommes solidaires ; c'est la révélation de la détermination du régime à militariser le pays et nous sommes tous concernés.

Vendredi 12 les tracteurs seront à Orléans où ils participeront à la manifestation nationale de la F.N.S.E.A. Le lendemain on se rendra à Paris, dernière étape fort discutée : on craignait que les paysans rencontrent trop de « gauchistes ».

Accompagné des organisations qui les soutiennent les manifestants iront remettre leur « message » à Pompidou. Puis samedi à 18 h, débiteront « Les six heures pour le Larzac ».

Nous reparlerons de cette marche et de cette manifestation finale.

Mais n'attendez pas le prochain numéro de « T.S. » pour vous occuper un peu du Larzac. Cette semaine il faut être sur les bords des nationales 9 et 20 et il faut

accompagner pour quelques kilomètres au moins, le défilé de ceux qui n'ont presque plus rien à perdre.

Plus que jamais, seul un mouvement populaire peut encore sauver le Larzac. Serons-nous solidaires de ce mouvement ou complices de Debré ?

Jacques FERLUS ■

la route vers Paris

- 7 janvier : Larzac-Rodez.
- 8 janvier : Rodez-St-Flour.
- 9 janvier : St-Flour - Clermont-Ferrand.
- 10 janvier : Clermont-Ferrand - Nevers.
- 11 janvier : Nevers - Orléans.
- 12 janvier : Journée à Orléans - Meeting.
- 13 janvier : Orléans - Paris. Meeting.



LES MOUTONS DU LARZAC. Les tracteurs contre les chars.

MICHEL ROCARD



Questions à l'Etat Socialiste

Une question capitale : l'Etat Socialiste est-il possible aujourd'hui dans un pays industrialisé comme la France ?

COLLECTION "QUESTIONS" dirigée par JEAN-CLAUDE BARREAU

Stock

● l'illusion des lycéens

On se souvient de l'issue de « l'affaire » Wander : le lycéen de J. Decour a été exclu par la commission rectoriale de discipline et réintégré au lycée H. de Balzac. De nombreux lycéens ont pris la mesure de réintégration pour un succès. Ce qui suit vient démentir complètement ce bilan optimiste de l'action entreprise.

En effet la répression s'est perfectionnée. Pour se débarrasser d'un lycéen gênant, on ne se contente plus de l'exclure de son lycée (pour l'analyse des méthodes employées, voir le chapitre répression de la brochure lycéenne « B-A, BA pour le mouvement lycéen ») (1). On le réintègre aussitôt à Balzac (du moins à Paris), célèbre pour son proviseur « libéral » M. Bouchara. Ce procédé a l'avantage de faire retomber tout mouvement de protestation par l'illusion d'une victoire. Mais cette réinscription est assortie d'engagements précis. S'il ne s'est pas « amendé » (sic), c'est-à-dire s'il n'a pas abandonné toute action politique, on essaie de virer à la première occasion (même mauvaise) la forte tête.

Qu'on en juge : voici le texte de la lettre envoyée le 21 décembre par M. Bouchara à la mère de C. Najman, militant A.M.R.

« (...) Je vous rappelle à quelles conditions précises votre fils a trouvé place au lycée Honoré de Balzac, conditions auxquelles vous avez souscrit, EN RAISON DU LOURD PASSE DE VOTRE FILS ».

(C'est nous qui soulignons).
« Le samedi 2 décembre, je vous ai convoquée à mon bureau pour lui donner en votre présence, un ultime avertissement. »

« Le mardi 19 décembre votre fils n'a pas assisté au cours de Scien-

ces Naturelles, ni de 13 h 30 à 14 h 20, ni de 14 h 25 à 15 h 15, alors qu'il était présent dans le lycée (effectivement ! cf. plus loin).

« En application même de nos accords, et après l'avertissement reçu le 2 décembre, l'élève Najman Charles, est rayé des contrôles de l'établissement à partir du jeudi 21 décembre 1972. »

« (...) Avec mes regrets pour une telle décision que je ressens comme un échec personnel de n'avoir pu lui permettre de s'amender, déplorant également qu'il n'ait pas saisi la chance exceptionnelle que je lui avais donnée en septembre 1972 et confirmée en décembre de la même année, je vous prie, etc. »

Même si la sanction a été transformée en une exclusion pendant deux jours, cette lettre reste intéressante car dans une circulaire adressée aux délégués de classe le 2-1-73, M. Bouchara précise « en cas de nouvelle absence irrégulière, il serait renvoyé du lycée sans procédure de conseil de discipline. »

De plus, il explicite « l'engagement » pris (par C. Najman) à son entrée au lycée :

- travail valable ;
- assiduité et ponctualité ;
- ne pas être facteur d'agitation au lycée (c'est encore nous qui soulignons).

Mais par contre ce qu'il ne précise pas c'est le motif de l'absence de Najman il était... à une réunion tout ce qu'il y a de plus officielle des délégués de classe élitant le délégué général des élèves !

Quand on sait que le « libéral » M. Bouchara est le président du Syndicat national du Personnel de Direction des Etablissements Secondaires (affilié à la F.E.N.) et ne cache pas sa sympathie pour l'unjon de la gauche, on comprend aisément pourquoi le programme commun est muet sur les libertés politiques dans les lycées.

SECTEUR LYCEEN P.S.U. ■

(1) En vente à la librairie « TS ».



● Berliet : dernière minute

Le conflit se durcit chez Berliet. Vendredi, le président du Comité d'établissement a essayé de se saisir des pièces comptables du Comité sans discussion avec celui-ci. Mardi, 7 élus du Comité d'établissement de Vénissieux ont été convoqués en référé devant le Tribunal de Grande Instance de Lyon : on les accuse de détournement des fonds du Comité pour l'aide apportée à des familles de grévistes. Le Comité doit se réunir en séance extraordinaire pour discuter de cette tentative d'enlèvement des pièces comptables et des règles légales du Comité.

demain la fête

TS — Guy Foissy, une de ses dernières pièces « Demain : la fête » va être reprise au Théâtre Daniel-Sorano, à Paris (1). Cette pièce, à sa création à l'ORTF a posé pas mal de problèmes...

Guy Foissy. — Oui, pas à moi directement, mais à ceux qui ont produit la pièce, surtout Lucien Attoun et son émission « Le répertoire dramatique de France-Culture ». Ils ont eu des ennuis, disons. Jean-Jacques de Bresson, directeur de l'ORTF à l'époque, avait réagi avec violence. « Le Canard Enchaîné » avait reproduit une photocopie d'une lettre qu'il avait adressée à ses collaborateurs, dans laquelle il dénonçait, entre autres, la pièce comme étant un appel à l'émeute et à la séquestration des cadres, et souhaitait que de pareils incidents ne se reproduisent plus. Nous nous sommes bien servis de cette publicité, inattendue, lors de la création de la pièce au Théâtre des 2 Portes, à Paris, et de sa reprise en Avignon (hors festival). C'est une nouvelle preuve du fait qu'il n'y a pas de censure à l'ORTF, comme chacun sait !...

TS — La pièce raconte une histoire de séquestration de patron par deux jeunes licenciés d'une entreprise...

G.F. — Oui, sur un mode comique, joyeux. Elle n'est d'ailleurs absolument pas un appel à l'émeute ! La dernière réplique de la pièce est « La Fête, on la fait avec tous ». Sa leçon, si tu veux.

TS — Cette pièce semble marquer une évolution dans ton théâtre. Peux-tu nous préciser laquelle ?

G.F. — Elle traduit mon évolution en tant qu'homme, donc en tant qu'écrivain. Jusqu'à cette pièce, je faisais surtout

un théâtre satirique qui dénonçait l'oppression de notre société. Mais, et c'est une évolution normale, je prends de plus en plus conscience des contradictions du monde dans lequel je vis, et, aussi à quel point je suis, moi, victime, qu'on attend de moi que je sois un fabricant de produits de consommation culturelle. J'essaie maintenant d'exprimer dans mon théâtre la dimension politique qui n'était que sous-jacente.

TS — Comment conçois-tu les rapports entre théâtre et politique ?

G.F. — Je vais te répondre par une lapalissade : tout théâtre est un acte politique, tout théâtre se situe dans un rapport de classe. On choisit toujours son camp. Le théâtre de boulevard apporte une réponse politique à un public qui attend d'être rassuré (et ce n'est pas un hasard si c'est ce théâtre là qu'on nous montre le plus volontiers à la télévision). Aujourd'hui, quand on utilise l'expression théâtre politique, on veut dire théâtre politique de gauche. Tout le monde sait qu'à droite (même les hommes politiques !) on ne fait pas de politique ! Le théâtre doit donc être associé à un combat, et mon souci, si tu veux, est de faire un théâtre politiquement engagé qui ne soit pas didactique. J'ai une allergie à ce qui est chiant, à ce qui est scolaire. Ce n'est pas une théorie, c'est tout simplement une question de tempérament. Je n'ai pas la prétention d'apporter une réponse générale.

Je pense que le théâtre (mon théâtre) doit être quelque chose de simple, de directement compréhensible, saisissable. Je suis contre la « littérature » au théâtre. Le bel objet, bien propre, écrit pour l'éternité. Non ! Il doit être quotidien. Il faut parler des choses clairement, appeler un chat un chat et un patron un patron. On a trop souvent tendance à compliquer, à chercher des détours.

J'ai voulu aussi que cette pièce, et celle que je suis en train d'écrire, soit joyeuse. Sur le plan forme, je crois que là aussi il faut être simple (ce qui ne veut pas dire forcément pauvre, misérabiliste). Je suis contre les budgets énormes de décors, de costumes. Reproduire le « Châtelet » ne m'intéresse pas beaucoup. Dans cette pièce, j'ai voulu un spectacle de tréteaux (le metteur en scène Jean-Marie Cornille l'a très bien compris, et fort bien traduit scéniquement). Un spectacle qui peut être joué n'importe où, de préférence dans des lieux non théâtraux. On l'a tourné au 4^e trimestre 72, dans des Maisons de Jeunes, des Foyers de Jeunes Travailleurs, des petits Centres Culturels, on a des propositions de Comité d'Entreprise. Le théâtre doit aller au devant du public, des travailleurs, des jeunes, chez eux.

TS — Il y a une contradiction dans ce que tu exprimes. Un théâtre qui va au devant du public des travailleurs, et pourtant la pièce va être jouée dans un théâtre privé !

G.F. — Il faut voir quelle est la situation du théâtre aujourd'hui. Pour un auteur, une jeune compagnie, il est difficile de s'exprimer en dehors des voies « officielles », soit le théâtre privé, soit le théâtre subventionné.

Les Affaires Culturelles bloquent la majorité des crédits sur quelques organismes, qu'on arrive ainsi à neutraliser. Il est évident que ces organismes sont assez réticents devant les risques, je veux dire les risques politiques. C'est quand même moins dangereux de faire du théâtre de gauche à partir de Marivaux ou de Molière, que de traduire sur scène une situation contemporaine.

Alors, il y a beaucoup de jeunes compagnies qui créent (une cinquantaine d'entre elles se sont regroupées au sein de l'Action pour le Jeune Théâtre : l'AJT). Il y a beaucoup d'auteurs qui créent (une cinquantaine aussi se sont réunis en Groupement des Ecrivains de Théâtre : le GESTE). Quand tu écris, ou que tu montes une pièce « pas sage », tu n'as peut-être pas une censure directe, mais tu subis une censure plus hypocrite, plus pernicieuse, et économique. Je prends le cas de « Demain : la fête », on a eu beaucoup de mal à la jouer, à la tourner. On n'a pas les moyens d'une information auprès de ceux qui peuvent être intéressés. Ensuite, la presse. Un spectacle qui dérange, on n'en parle pas. Par exemple, quand je suis joué dans un Centre Dramatique ou un théâtre privé, la presse rend compte (en bien ou en mal, ce n'est pas l'essentiel) du spectacle. Il existe. Quand on a créé la pièce aux

« 2 Portes », on a eu deux critiques (bonnes...), une dans « l'Humanité-Dimanche », l'autre dans « Lutte Ouvrière ». Nous avons eu aussi une avant-première dans « l'Unité ». Nous avons invité la « grande presse », elle n'est pas venue. Parmi les journaux de gauche et d'extrême gauche que nous avons invités, aucun à part ces trois-là, n'a parlé du spectacle. Il y a là un barrage qui nous tue.

Alors, notre but en jouant dans un théâtre privé, est de bénéficier d'une information. En jouant un mois en régulier, nous pouvons inviter des responsables de CE, de MJC, de Centres Culturels, et des militants politiques, syndicaux, à qui nous pourrions ensuite proposer le spectacle. Pour le jouer dans le cadre populaire que nous souhaitons.

TS — Tu travailles aussi dans l'action, l'animation culturelle ?

G.F. — Oui, depuis 12 ans déjà, et dans des milieux très divers. Il y a là un travail de réflexion important à faire par tous ceux qui se réclament de la gauche. On ne changera pas vraiment la vie, si on ne change pas aussi l'état culturel. Nous devons repenser l'organisation du théâtre, de l'action culturelle, artistique, dans une optique socialiste.

On ne donne pas toujours assez d'importance à gauche aux problèmes culturels. C'est important ! Quel sera le rôle de la télévision, par exemple ? Et les Maisons de la Culture ? Va-t-on continuer cette politique de concentration de crédits ? La « culture » sera-t-elle toujours quelque chose qui vient « d'en haut », quelque chose qui donne à voir, ou au contraire, sera-t-elle prise directement en charge par les gens eux-mêmes ? S'agit-il de conserver ces ghettos où un public vient bien sagement admirer et applaudir, ou au contraire s'agit-il de provoquer, de créer les conditions les plus favorables à l'explosion de la créativité de chacun ?

Cette explosion n'est pas possible dans notre système actuel. Lorsque, par exemple, les habitants d'une cité HLM décident de se grouper pour une action modifiant les conditions de leur vie quotidienne, c'est une démarche politique, mais c'est aussi une autre attitude culturelle. Je crois que le débat doit être ouvert rapidement, entre militants et gens du spectacle. La culture ne doit plus être uniquement une affaire de spécialistes.

Personnellement, j'essaie de participer au débat, par mes engagements en tant que citoyen. Je n'ai pas de réponse à donner, mais beaucoup de questions à poser, et aussi à me poser...

(1) Théâtre Daniel-Sorano, du 15 janvier au 14 février, à 18 heures 30, 64, rue du Rocher, métro Villiers. Prix des places : 18 F. - Militant PSU : 12 F. - Groupes : 8 F.

REGARDS POLITIQUES

Nouveauté

■ **NOUS SOMMES TOUS EN LIBERTÉ PROVISOIRE**, film italien de Damiano Damiani. — Un architecte incarcéré à la suite d'un accident fait connaissance avec le monde des prisons. Les brimades de la direction, les sévices des matons, la promiscuité de tous les instants, les conditions d'hygiène, les ramifications qui permettent de « faire taire » quelqu'un jusque dans sa cellule. Il en sort dégradé, physiquement et surtout moralement. Mais sa condition bourgeoise lui permet d'oublier. Un aperçu de l'intolérable... en Italie, bien sûr. Malgré ses défauts de réalisation, un film intéressant (T.M.).

■ **LE DERNIER TANGO A PARIS**, ital., de Bernardo Bertolucci, avec Marlon Brando. — Il ne suffit pas d'aller jusqu'au fond de sa névrose pour se libérer. (Dans TS n° 660).

■ **LES CONTES DE CANTERBURY**, ital., de Pier Paolo Pasolini. — Sous prétexte d'un voyage dans le Moyen Age de Chaucer, un voyage dans le monde des obsessions de Pasolini. (Dans TS n° 559).

■ **FAMILY LIFE**, angl., de Ken Loach. — Deux institutions, la famille et la psychiatrie, comme deux gendarmes pour surveiller Janice. A voir absolument. (Dans TS n° 558).

■ **PSAUME ROUGE**, hongr., de Miklos Jancso. — Hymne au refus et à l'insoumission dans la Pongrie de la fin du XIX^e siècle... (Cf. TS n° 557).

■ **BEAU MASQUE**, Français, de Bernard Paul — dans « T.S. » n° 556.

■ **FRITZ THE CAT**, dessin animé de Bashki — dans « T.S. » n° 556.

■ **LE PARRAIN**, Amér., avec Marlon Brando — La caméra centrée sur la mafia, mais le reste ? (Dans « T.S. » n° 553).

■ **L'ATTENTAT**, Fr., d'Yves Boisset. Faire remonter des oubliettes une affaire trop vite oubliée : le film policier au service de la réflexion politique sur l'affaire Ben Barka ? A débattre... (Cf. « T.S. » n° 550).

■ **LA VRAIE NATURE DE BERNADETTE**, Canadien, de Gilles Carle. Une bonne fille poussée à la révolte, ou comment mettre fin à la grande misère du Québec. (Cf. « T.S. » n° 550).

■ **LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE**, Fr., de Luis Bunuel. Où l'on comprend pourquoi une société « pollicée » est aussi un monde policier. (Cf. « T.S. » n° 548).

■ **ORANGE MECANIQUE**, Angl. Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ **LES MALES**, Québ., de Gilles Carle. « La Vallée » au Québec : le retour à la nature, oui, mais comment rester 553 jours sans « affection » féminine ?

■ **W. R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME**, Youg., de Dusan Makavejev. Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf. « T.S. » n° 547).

cinéma 73

CENSURE ET POLITIQUE
LE CINEMA A L'UNIVERSITE
FERRERI • BERTOLUCCI

JANVIER 172

TEP

Tél. 636.79.09
17, rue Malte-Brun, 20^e

MARTIN LUTHER
ET THOMAS MUNZER
ou les débuts de la comptabilité
de Dieter Forte

PROCES TRAMONI : deux mondes s'affrontent

- entretien avec Henri Leclerc -

Le 9 janvier s'ouvre devant la Cour d'Assises de la Seine le procès de Tramoni, assassin de Pierre Overney. Tramoni, tireur d'élite, ancien militaire, payé 2.500 F par mois comme soi-disant « chef de service d'entretien du vestiaire des gardiens » a trop bien fait son travail. Mais il n'a fait que son travail. Note camarade Henri Leclerc, avocat de la partie civile, indique ici comment sera défendue, de manière collective, la mémoire de Pierre Overney.

TS — Comment se prépare ce procès ?

H. Leclerc — D'abord la volonté du gouvernement de monter une provocation à la veille des élections législatives est évidente. Mais là n'est pas le plus important. Ce qui est clair, ce qui se dégage du dossier, c'est que deux mondes s'affrontent, c'est que ce procès va reproduire les circonstances, les causes mêmes de la mort de Pierre Overney.

TS — Comment cela ? Qui était Pierre Overney pour toi, pour ses camarades ?

HL — Pierre Overney était d'abord un jeune ouvrier, fils d'ouvrier agricole, au travail à dix-huit ans chez Citroën où il est resté jusqu'à son service militaire...

TS — La police a enquêté sur son passé ?

HL — Oui, et ce qui est extraordinaire et témoigne de la désinvolture de cette police c'est qu'on peut lire dans le rapport : « Aucun élément n'a pu être recueilli sur son enfance. » alors que de notoriété publique sa femme, ses amis d'enfance, son père ouvrier, sa mère travailleuse, sont en vie et peuvent témoigner de ce qu'il était.

TS — En somme, Overney n'intéresse la justice que comme cadavre. Le vrai P. Overney risque-t-il de disparaître sous l'accumulation des témoignages hostiles ?

HL — C'est précisément pour cette raison que la partie civile a préféré à des témoignages généraux d'intellectuels ou de personnalités, des témoins

simples, vrais, ceux qui ont connu Pierre et ceux qui menaient le même combat que lui, avec lui, comme lui.

TS — Mais ce combat, au moment de son assassinat, quel était-il ?

HL — C'est là le point fondamental. Depuis des mois, la révolte contre les petits chefs, les cadences, le climat de terreur créé par la « volante » se développaient. Les ouvriers, délégués du personnel ou non, que nous avons fait citer, en témoignent. La « volante » était en pleine forme et multipliait les exactions.

TS — Qu'est-ce que la volante ?

HL — Tout militant ouvrier a eu affaire aux contremaitres, aux syndicats jaunes type CFT. Ce sont eux qui dominent à Citroën, la première usine de Pierrot. Mais Renault, entreprise « nationale » a eu besoin — et nous le démontrerons au cours du procès — de créer une milice brutale, anti-ouvrière, antidémocratique. A Renault, elle s'appelle la « volante » et quiconque connaît un tant soit peu Boulogne-Billancourt, sait que son rôle est de faire peur autant que possible aux militants ouvriers, qu'ils soient communistes, trotskystes ou maoïstes. Ce qui est net — et nous le démontrerons — c'est que douze jours avant l'assassinat de Pierrot, la « volante » avait engagé une épreuve de force contre les « maos ».

TS — Mais la « volante », c'est un groupe. Tramoni, lui, qui est-ce ?

HL — Je préfère répondre à cette question par la liste de ses témoins : une majorité d'officiers, ses collègues en répression et trois délégués CGT dont Sylvain, responsable sur l'ensemble de Renault-Billancourt.

TS — Et que va-t-il dire, lui, Sylvain ?

HL — Je ne suis pas dans le secret des dieux mais je vois mal comment il pourrait ne pas confirmer ce que diront nos témoins, en particulier les trois militants CFDT, sur l'atmosphère de terreur que faisait régner la « volante » avant la mort de Pierrot et qui s'est renforcée après.

TS — En effet, nos camarades de Renault nous ont expliqué que l'atmos-



Photo A.P.L.

phère était de plus en plus tendue depuis la grève de 1971.

HL — C'est pourquoi il était de toute nécessité de briser le « comité de lutte de Renault » qui, quelles que soient les divergences que les militants peuvent avoir avec lui, symbolisait le combat, la dureté, l'âpreté de la lutte de classe sur toute la firme.

TS — Cela va probablement se refléter au niveau de la défense de Tramoni. Qui l'assumera ?

HL — Je voudrais surtout signaler que l'avocat de Renault sera un bâtonnier, ancien aide de camp de De Lattre de Tassigny, franc réactionnaire à la Debré.

TS — Face au tribunal, quelle sera ton action ?

HL — Nous essaierons de montrer que l'ouvrier Pierre Overney est plus important que l'adjudant Tramoni, fils brutal de Dreyfus. Nous prouverons qu'il était digne d'estime et d'amitié celui qui n'a jamais été licencié pour faute professionnelle, mais toujours pour activité politique ; en fait, la sentence de Pierrot a été prononcée à l'usine Citroën en 1969 : « Attitude de râleur à l'égard de la maîtrise. A éliminer ».

(Propos recueillis par Jacques THIBAUT - BLEIBTREU.) ■



Pascal LEBRUN

OBJECTIF 400 000 F

N'attendez pas qu'un bon semblable à celui-ci vous soit présenté pour verser à la souscription (CCP Paris 14.020.44). Découpez celui-ci et retournez-le 9, rue Borromée, Paris (15^e). Vous pouvez également commander des carnets.

Fédération : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Somme recueillie : _____

Profession : _____

par : _____

Parce que vous êtes d'accord avec eux, ou tout simplement parce que vous estimez qu'ils ont droit à la parole, je vous demande d'aider les candidats du P.S.U. à leur faire les portes-paroles du socialisme autogestionnaire. Et d'avance, je vous remercie de votre geste.

M. Rocard

MICHEL ROCARD - Secrétaire National



pour le PSU

(signature du collecteur)

souscription
législatives
• 73 •

REÇU
LA SOMME DE
10 F
de M _____

PSU

9 rue Borromée Paris 15
CCP-PARIS- 14.020.44